



Rapport d'Orientations Budgétaires

2023

Entrée en transition, Hirson demeure dans l'action.

Après avoir connu, en 2020 et 2021, **deux années** fortement impactées par la **crise sanitaire**, en 2022, l'activité de la Municipalité, et plus largement de l'ensemble des **acteurs économiques, sociaux et associatifs** a repris toutes ses marques.

Fidèle à son projet « **Hirson, Ville nouvelle** », engagée dans le programme « **Petites Villes de Demain** » et dans le **Pacte II pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache**, la Municipalité a poursuivi une **politique d'investissement ambitieuse** afin, notamment, d'accélérer la **transition écologique et énergétique**, la **modernisation des équipements municipaux**, tout en reprenant l'organisation de toutes les **manifestations festives, culturelles et sportives** auxquelles sont attachés les Hirsonnaises et les Hirsonnais.

• UN INVESTISSEMENT RECORD

Dans un **contexte international** bouleversé, d'abord marqué par la **guerre en Ukraine**, puis par une **forte reprise de l'inflation** principalement liée à l'**explosion des coûts de l'énergie et du carburant**, l'année 2022, se solde, malgré tout, par de **bons résultats** et, surtout, **un effort municipal sans précédent** en faveur de l'investissement.

Après **2 234 508 €** investis en 2020, puis **3 003 158 €** en 2021, en 2022, les **dépenses d'équipement** ont atteint, en effet, pas moins de **4 009 917 €**, soit une **progression de 33,52 %**.

• 99,24 % DE TAUX DE RÉALISATION

Atteignant, quant à lui, **99,24 %**, le **taux de réalisation des investissements** constitue, également, un motif de satisfaction, dans la mesure où, la **crise économique**, les **difficultés d'approvisionnement** en matières premières, n'ont finalement pas ralenti la mise

en œuvre des **principaux chantiers communaux**.

Confiante en ses **capacités budgétaires**, la Municipalité entend donc poursuivre son **programme pluriannuel d'investissement**, avec la mobilisation de toutes les **subventions disponibles**.

La **transition écologique**, la **requalification du centre-ville** et du **quartier de gare**, la **modernisation des équipements et services publics municipaux**, demeurent, cette année encore, **les priorités 2023**.

• 1,5 MILLIONS D'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT

Sur le plan budgétaire, malgré les aléas liés à la **crise énergétique** et à la **reprise de l'inflation**, l'**exercice 2022** permet de dégager un **excédent de fonctionnement** de **1 571 579 €**, contre **2 429 472 €** en 2021, et un **résultat net** estimé à **285 377 €**, contre **455 566 €**.

• UN DÉSENDETTEMENT CONFIRMÉ

En 2022, l'emprunt, souscrit auprès de la Banque des Territoires au **taux révisable de 1,53 % indexé sur le livret A**, sur une **durée de 25 ans**, s'est limité à **646 601 €**. Il permet à la Municipalité de respecter, à nouveau, ses engagements en termes de **désendettement**. L'**encours de la dette** est, en effet, passé de **13 173 676 €** au 1^{er} janvier 2022 à **11 544 324 €** au 1^{er} janvier 2023.

Dans ce **contexte incertain**, tant sur le plan international que national, avec les **conflits sociaux** en cours liés à la **réforme des retraites**, la capacité de résilience de la Ville d'Hirson constitue donc un **élément de stabilité** plutôt rassurant.

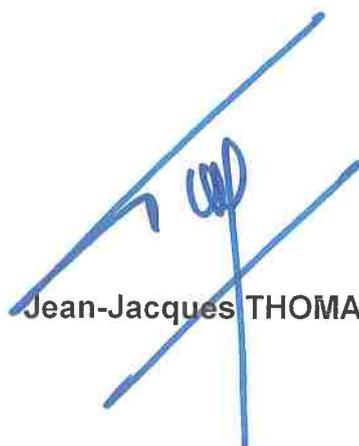
• PRIORITÉ À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

En synergie avec les **politiques de tous les financeurs**, qu'il s'agisse de **l'Etat**, avec le **Fonds Vert**, de la **Région**, avec sa nouvelle politique « **Actes** » et la phase 2 du **programme de modernisation des « Centres-villes-centres-bourgs »**, 2023 sera donc principalement consacrée à la poursuite des investissements en matière de **transition écologique**.

La **résorption des friches urbaines**, dans laquelle s'inscrit l'aménagement du **futur**

Hôtel de ville, la rénovation énergétique des bâtiments municipaux, la modernisation de l'éclairage public et la requalification du centre-ville constituent donc les **priorités d'action municipales**.

Sur la base de l'analyse de **l'évolution financière** de ces **cinq dernières années**, le **Rapport d'Orientations Budgétaires** présente donc, en **dix chapitres**, les **enjeux et priorités de l'action municipale**, pour les années à venir. En confiance !



Jean-Jacques THOMAS

SOMMAIRE

I - CONTEXTE GÉNÉRAL : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES	5 à 7
Le contexte économique et international	5 à 6
Les principales mesures de la Loi de finances pour 2023	6 à 7
II – SITUATION BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ	8 à 25
II - 1 LE BUDGET PRINCIPAL	8 à 24
1 - Les principales évolutions constatées en 2022	8 à 9
2 – Les grandes masses financières	9
3 – Les grands équilibres financiers	10 à 12
4 – Le niveau de l’endettement	12 à 14
5 – La fiscalité directe	15
6 – La section de fonctionnement	16 à 19
7 – La section d’investissement	20 à 22
8 – Le programme pluriannuel d’investissement et son financement	22
9 – Le financement de l’investissement	23
10 – Les ratios	24
II – 2 LES BUDGETS ANNEXES	24 à 25
1 - Budget annexe de l’eau	24 à 25
2 - Budget annexe de l’abattoir	25
3 - Budget annexe des locaux industriels et commerciaux	25
III – ENJEUX DE L’ACTION MUNICIPALE ET ORIENTATIONS PLURIANNUELLES ..	26 à 46
1) DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOLIDAIRE	26 à 29
L’amélioration de la situation de l’emploi	26
Le développement économique passe par l’industrie	26
L’abattoir municipal : un équipement au service des éleveurs locaux	27
Un diagnostic et une feuille de route pour le développement commercial	27
Le tourisme, facteur de développement	28
L’économie solidaire au service de la collectivité	28 à 29
2) TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	29 à 31
La rénovation énergétique des bâtiments communaux se poursuit	29
Eclairage public : mieux éclairer, mais pas moins	29
Friche industrielle des aciéries : engager la démolition et la dépollution	30
Forêt communale : garantir une gestion durable	30
Eau potable : les enjeux de la nouvelle délégation de service public	30 à 31
3) TRAVAUX, URBANISME ET CADRE DE VIE	31 à 32
Requalification du centre-ville et aménagement des berges de l’Oise	31
Travaux de voirie : le programme 2023	32
Entrée de ville, quartier de la gare, avenue Mitterrand : un projet global d’aménagement	32
Fleurissement : Hirson conserve sa troisième fleur	32

4) LOGEMENT	33 à 34
L'évolution du marché immobilier.....	33
L'Office Public de l'Habitat continue d'investir	33
Aider à la rénovation des logements avec le Programme d'Intérêt Général	34
Lutte contre les marchands de sommeil : engager les permis de louer et de diviser	34
5) SERVICES PUBLICS	34 à 35
Un nouvel Hôtel de ville	34 à 35
Espace France Services : une proximité appréciée.....	35
Agence postale communale : de nouvelles perspectives	35
Maison de santé transfrontalière : faciliter l'accès aux soins	35
6) ÉDUCATION, ENFANCE ET JEUNESSE	36 à 37
Avec l'UNICEF, Hirson « Ville amie des enfants »	36
Restauration scolaire : la généralisation du petit-déjeuner dans les écoles maternelles	36
Temps d'Activités Péri-éducatifs et Accueils municipaux périscolaires : une prise en charge globale	36 à 37
Maison de la Petite Enfance : amélioration de la prise en charge.....	37
Aire terrestre éducative : un espace d'éducation à l'environnement	37
La réussite confirmée du Campus connecté.....	37
7) ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET VIE SPORTIVE	38 à 39
La réouverture prochaine du stade Léo Lagrange.....	38
Une salle de la Tannerie isolée, modernisée et réagencée	38
Site de Blangy : réfection du parcours de santé	38
L'Office Municipal des Sports s'agrandit.....	38 à 39
Une ville sportive	39
8) ÉQUIPEMENTS CULTURELS, VIE CULTURELLE ET ASSOCIATIVE	39 à 41
Lecture publique : le Plan municipal comme feuille de route	39 à 40
Musée et Micro-folie, une nouvelle synergie	40
Cinéma Sonhir : un soutien municipal indispensable	40
L'école de musique s'ouvre aux écoles	40
La saison culturelle transfrontalière s'élargit	40 à 41
Le soutien à la vie associative	41
9) PRÉVENTION, SÉCURITÉ ET POLITIQUE DE LA VILLE	41 à 44
Prévention de la délinquance : le programme d'actions du CISPD	41 à 42
La Gendarmerie renforce sa présence sur la ville	43
Vidéoprotection : poursuivre la sécurisation de l'espace public	43
La préparation du nouveau Contrat de ville	43 à 44
10) POLITIQUES CONTRACTUELLES ET TRANSFRONTIÈRES	44 à 46
La dynamique du Pacte SAT	44 à 45
« Petites Villes de Demain » : la signature de l'Opération de Revitalisation du territoire	45
Le programme régional sur la « redynamisation des centres-villes et centres-bourgs »	46
Coopérations transfrontalières : s'engager dans Interreg VI	46

CONTEXTE GÉNÉRAL : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Le contexte économique et international

Reprise de l'économie post-Covid

Après deux années marquées par des **périodes de confinement** et de **plans sanitaires**, en 2022, les **acteurs institutionnels économiques** ont repris le cours de leur vie et, en particulier, recommencé à contribuer à une **relance de l'activité économique**, facteur de pénuries,

notamment sur les **semi-conducteurs**, mettant de **nombreux secteurs en tension**. L'augmentation du prix d'un certain nombre de **matières premières** et de biens manufacturés s'est traduite par une **inflation préoccupante**.

Guerre en Ukraine

De plus, le 24 février 2022, la Russie décide d'envahir la **région du Donbass en Ukraine**. Le président Ukrainien, **Volodymyr Zelensky**, réussit à **rallier l'Union Européenne** à sa cause et à **résister**. La guerre dure maintenant depuis **plus d'un an**. Ses **conséquences économiques** soulignent la dépendance de beaucoup de pays européens à l'Ukraine et à la Russie. Les **exportations russes d'énergies fossiles** ont fortement diminué, entraînant certains pays dans

une **situation énergétique précaire**, notamment l'Allemagne, dépendante de Moscou pour son approvisionnement en gaz. Avec une **offre de gaz naturel en baisse** sur la scène internationale et une **demande toujours soutenue**, le prix du gaz a mécaniquement augmenté, entraînant une **crise énergétique** de grande ampleur, aggravant les **tensions inflationnistes** déjà constatées avec la reprise de l'activité économique post-COVID.

Hausse de l'inflation

La **reprise de l'économie** après la crise sanitaire, les **pénuries engendrées**, la **guerre en Ukraine**, son impact sur le prix des matières énergétiques et des denrées alimentaires, et enfin, les **mauvaises récoltes** de 2022, liées aux sécheresses enregistrées, ont engendré **une inflation**, jusqu'alors restée **en dessous de 2 %**. Dans la **zone euro** et en **France**, la hausse des prix à la consommation n'a cessé d'augmenter depuis le début 2022, atteignant en décembre 2022 **9,2 % pour la zone euro** et **5,9 % pour la France**.

Face à ce retour de l'inflation, dans leur **objectif de stabilisation des prix**, les **banques centrales** sont entrées dans un **cycle de normalisation monétaire** par la **hausse de leurs taux directeurs**. Au cours de l'année 2022, la **FED**

(**Banque centrale américaine**) a relevé sept fois ses taux directeurs, de 0 % à une fourchette comprise entre 4,25 % et 4,50 %, tandis que la **Banque Centrale Européenne** les relevait à quatre reprises, avec une hausse cumulée de **2,50 %**.

Pour l'année 2023, l'évolution des prix des denrées alimentaires et de l'énergie dépendra à la fois de l'issue du conflit en Ukraine (choc sur l'offre), et de la situation en Chine (choc sur la demande). Les économistes de la **Banque de France** prévoient à nouveau **6 % d'inflation**, puis un **ralentissement en 2024 et en 2025** avec une détente sur les prix de l'énergie et l'impact de la normalisation monétaire.

Perspectives de croissance revues à la baisse pour 2023

La croissance économique a été marquée par un ralentissement, avec un taux annuel de **2,6 % de croissance du PIB en 2022 contre 6,8 % en 2021**. L'inflation a, en effet, pesé sur la **consommation des ménages** et la **production de biens et de services**. La normalisation monétaire initiée par la Banque centrale européenne a également freiné la croissance

compte tenu du **renchérissement des crédits** et donc de la baisse de la capacité des acteurs économiques à investir.

En 2023, la **Banque de France** prévoit un **nouveau ralentissement de la croissance** et un taux limité à **0,3 %**.

Baisse du chômage

Le **marché du travail** est resté, quant à lui, tendu en 2022 et subit également des **pénuries de main d'œuvre**. En 2022, le **taux de chômage** a baissé et s'est établi **autour de 6 %** malgré le ralentissement de l'activité économique, les

tensions inflationnistes et le contexte international marqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le **taux de chômage** devrait **repartir à la hausse à partir du second trimestre 2023 et s'établir à 7 %**.

Augmentation de la dette publique

Regroupant l'ensemble des dettes des administrations publiques (Etats, administrations locales et de Sécurité Sociale), la dette publique résulte des **emprunts contractés** auprès des autres agents économiques et du reste du monde pour financer les **déficits publics**. Fortement **augmentée pendant la crise sanitaire**, elle

représente en moyenne **94,2 % du PIB en zone euro**, contre **98 % en 2021**. La **Grèce** (182,1 %), **l'Italie** (152,2 %) et le **Portugal** (123,4%) ont les ratios les plus élevés. En France, la dette publique a augmenté de **40 milliards d'euros en 2022** et s'élève à **2 956 milliards d'euros**, soit **113,7 % du PIB**.

Les principales mesures de la loi de finances pour 2023

La DGF du bloc communal

La Loi de Finances pour 2023 prévoit un **abondement de 320 millions d'euros (+ 1,7 %)** de la **dotation globale de fonctionnement** du bloc communal, permettant de **suspendre son écrêtement**. Cette hausse couvre, notamment, une **hausse de la Dotation de Solidarité Urbaine de 90 millions d'euros** (dans la lignée des quatre années précédentes), une **hausse exceptionnelle de 200 millions d'euros** de la **Dotation de Solidarité Rurale**, dont 60 % pour abonder la part

« péréquation » touchée par 98 % des communes de moins de 10 000 habitants.

La Loi de Finances pour 2023 instaure un **encadrement des évolutions de la DSR « cible »** dans le but de garantir leur prévisibilité et leur stabilité. Ainsi cette mesure devrait permettre aux communes éligibles à cette fraction de ne pas percevoir un montant inférieur à **90 %** ni supérieur à **120 %** de la somme perçue l'année précédente.

La revalorisation forfaitaire des bases pour 2023

Comme le prévoit l'article 1518 bis du Code général des impôts (CGI), depuis 2018, les **valeurs locatives foncières** sont **revalorisées en fonction de l'inflation constatée**, à partir de l'indice des prix à la consommation harmonisé.

L'IPCH constaté début décembre 2022 s'élevait à **7,10 %**. Cette hausse s'appliquera donc sur les **bases fiscales**.

La suppression de la CVAE

Après la suppression de sa part régionale en 2021, l'article 55 de la Loi de Finances pour 2023 prévoit la **suppression des parts départementale et intercommunale** de la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**, afin de

poursuivre l'allègement des impôts de production. Cette **perte de ressources** pour les départements, et principalement pour les EPCI, sera **compensée par l'attribution par l'Etat d'une fraction de TVA**.

Le soutien à l'investissement des collectivités territoriales

Un **fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires**, aussi appelé « **Fonds vert** », est mis en place pour l'année 2023. Doté de **2 milliards d'euros**, ce fonds se décline en trois axes : **l'amélioration de l'efficacité énergétique** (rénovation thermique des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public...), **l'adaptation au changement climatique** (prévention des incendies, des inondations, etc...) et **l'amélioration du cadre de vie** (résorption des friches, mise en place des zones à faible émission...). La **Banque des Territoires** accompagne ce Fonds vert **d'un milliard d'euros de prêts**.

La Loi de Finances pour 2023 fixe à **1 milliard d'euros** l'enveloppe de la **Dotation d'Équipement**

des Territoires Ruraux (DETR) et celle de la **Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)** à **570 millions d'euros**. Le Préfet pourra désormais faire du **caractère écologique des projets** un critère de détermination des taux de subvention.

Instaurée par la Loi de Finances 2020, la **dotation pour la protection de la biodiversité et pour la valorisation des aménités rurales** passe de 24 millions d'euros en 2022 à **41,6 millions d'euros en 2023**. Elle est destinée aux **communes de moins de 10 000 habitants** dont tout ou partie du territoire fait partie d'un **site Natura 2000** ou comprend un **parc naturel protégé**.

Les mesures de soutien face à la crise énergétique

L'article 14 de la loi de Finances rectificative du 16 août 2022 a instauré un **filet de sécurité** pour les communes et leurs groupements les plus touchées par la **revalorisation du point d'indice** et **l'augmentation des dépenses d'énergie et d'alimentation** liée à la reprise de l'inflation.

Accordée sous réserve que **l'épargne brute** de la collectivité soit inférieure à 22 % des dépenses de fonctionnement et qu'elle diminue d'au moins 25 % entre 2021 et 2022, cette dotation compense **50 % de l'augmentation des dépenses liées à la revalorisation de 3,5 % du point d'indice** des fonctionnaires territoriaux depuis le 1^{er} juillet 2022, et **70% de la hausse des dépenses d'énergie et d'alimentation** constatée entre 2021 et 2022.

L'article 113 de la loi de Finances pour 2023 introduit un **nouveau filet de sécurité** qui

concernera non seulement le bloc communal mais également les régions et les départements. Accordée sous réserve que l'épargne brute diminue de 15 % entre 2022 et 2023, la nouvelle dotation compensera **50 % de la fraction de hausse des dépenses énergétiques** entre 2022 et 2023 excédant 50 % de la croissance des recettes réelles de fonctionnement.

L'article 181 de la loi de Finances 2023 prévoit également un « **amortisseur électricité** » afin de contenir la hausse du prix de l'électricité pour les collectivités locales. Il se matérialise sous la forme d'une prise en charge par l'Etat de **50 % de la part de la facture électrique (hors réseaux et taxes) dépassant 180 euros/MWh**, dans la limite de 500 euros/MWh.

SITUATION BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ

II -1 LE BUDGET PRINCIPAL

1 – LES PRINCIPALES ÉVOLUTIONS CONSTATÉES EN 2022

Des dépenses de fonctionnement tributaires de l'inflation

Après une augmentation de **5,43 %** constatée en 2021, les **dépenses réelles de fonctionnement** passent de **11 045 281 €** à **11 987 033 €**, soit une **augmentation de 8,52 %**, reflétant, non seulement la **reprise de toutes les activités municipales**, mais surtout la **reprise de l'inflation**, avec une forte augmentation des prix des énergies, des carburants, de l'alimentation et de toutes les fournitures.

Les **charges de personnel** (chapitre 012) passent de **6 565 056 €** en 2021 à **7 160 002 €** en 2022, soit une évolution de **9,06 %**, principalement liée à la hausse de **3,5 % du point d'indice** des fonctionnaires applicable au 1^{er} juillet 2022, aux **augmentations du SMIC** des 1^{er} janvier, 1^{er} mai et 1^{er} août 2022, et de l'application du **glissement vieillesse technicité** (GVT).

Après une augmentation de **11,15 %** en 2021, les **charges à caractère général** (chapitre 011) passent de **3 182 399 €** en 2021 à **3 665 519 €**, soit une augmentation de **15,18 %**. Là encore, cette

évolution est liée à la forte progression des prix de l'énergie, à la **reprise de l'inflation** et de **toutes les manifestations**. A titre d'exemples, les **dépenses d'achat de gaz** passent de **169 300 €** en 2021 à **428 439 €** en 2022 (**+ 153,06 %**), celles de **carburant** de **39 710 €** à **52 945 €** (**+ 33,32 %**), celles d'alimentation de **117 723 €** à **149 812 €** (**+ 27,25 %**).

Les **autres charges de gestion courante** (chapitre 65) passent de **852 171 €** à **745 174 €** et diminuent de **12,55 %**. Elles comprennent, en effet, les **subventions versées aux associations** qui passent de **579 146 €** à **500 390 €**, compte tenu, notamment, de l'absence exceptionnelle de subvention au CCAS.

En constante diminution depuis 2016, les **charges financières** (chapitre 66) correspondant aux **intérêts d'emprunt** baissent de **4,90 %**, passant de **387 343 €** en 2021 à **368 334 €** en 2022, soit une nouvelle **économie de 19 009 €**.

Des recettes de fonctionnement toujours en progression

Après une augmentation de **3,03 %** en 2021, les **recettes réelles de fonctionnement** passent de **12 521 980 €** à **13 088 830 €**, soit **566 850 € de plus** et une augmentation de **4,52 %**.

Le **produit des impôts et taxes** (chapitre 73) progresse globalement de **174 984 €** (**+ 2,67 %**) et passe de **6 534 604 €** à **6 709 588 €**.

Les **dotations de l'Etat** augmentent globalement de **78 403 €** (soit **+ 2,25 %**). Elles passent de **3 476 233 €** en 2021 à **3 554 636 €** en 2022. Alors que la **dotation forfaitaire** diminue légèrement de **8 787 €** (**- 0,69 %**), la **Dotation Nationale de Péréquation** progresse de **1 805 €** (**+0,67 %**), la **Dotation de Solidarité Rurale** progresse de **52**

571 € (**+5,13 %**) et la **Dotation de la Solidarité Urbaine** de **32 814 €** (**+ 3,54 %**).

Après une **forte progression en 2021**, en raison du **produit exceptionnel** lié à la **vente des bois** (**343 082 €**), les **produits des services, du domaine et ventes diverses** (chapitre 70) passent de **756 621 €** en 2021 à **660 191 €** en 2022, soit une diminution de **12,74 %**. Les progressions des recettes liées la **restauration scolaire** (**+ 36 381 €**, soit **+ 14,53 %**), aux **entrées des manifestations culturelles** (**+ 27 012 €**, soit **+ 82,76 %**) et aux locations diverses (**+ 20 448 €**, soit **+ 367,43 %**) méritent d'être soulignées.

Les **autres produits de gestion courante** (chapitre 75) progressent de **9 357 €** (**+ 4,30 %**),

passant de 217 498 € à 226 855 €. Les **revenus des immeubles**, comprenant l'ensemble des loyers perçus, dont celui de Pôle Emploi, progressent de 11 563 € (+ 5,50 %).

Les **produits financiers** (chapitre 76) demeurent stables avec la perception de l'aide annuelle du

Fonds de soutien de l'Etat pour la sortie des emprunts structurés (187 271 €).

Enfin, les **produits exceptionnels** (chapitre 77) s'élèvent à 80 746 €, comprenant notamment les **cessions d'immobilisations** (27 000 €) et les **remboursements liés à des sinistres** (39 746 €).

2 - LES GRANDES MASSES FINANCIÈRES

2.1 - Les masses budgétaires

	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement	11 649 128	11 948 618	12 121 629	12 521 980	13 088 830
Dépenses de fonctionnement	10 250 766	10 586 529	10 482 997	11 045 281	11 987 033
<i>dont intérêts de la dette</i>	629 881	442 020	416 690	396 814	376 363
Recettes d'investissement	1 012 530	818 911	740 227	1 540 215	1 666 068
<i>dont emprunts souscrits</i>	573 767	522 022	289 756	497 124	646 601
Dépenses d'investissement	1 975 292	1 594 905	2 234 508	3 018 138	4 357 494
<i>dont capital de la dette</i>	1 059 143	1 055 368	899 998	968 828	1 045 264
<i>dont P.P.I</i>	916 149	539 537	1 334 510	2 049 310	3 312 230

2.2 - Soldes financiers

	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne de gestion	1 899 793	1 794 909	2 028 362	1 844 109	1 451 160
Epargne brute	1 269 912	1 352 889	1 611 672	1 447 294	1 074 797
Epargne nette	210 769	297 521	711 674	478 467	29 533

2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2018	2019	2020	2021	2022
Fonds de roulement en début d'exercice	96 448	532 049	1 118 143	1 262 498	1 261 273
Résultat de l'exercice	435 601	586 095	144 351	-1 224	-1 589 629
Fonds de roulement en fin d'exercice	532 049	1 109 098	1 209 742	1 261 273	-328 356

2.4 - Endettement

	2018	2019	2020	2021	2022
Encours au 31 décembre	15 270 841	14 215 473	14 404 455	13 173 676	11 544 324
Ratio de désendettement	12 ans	10,5 ans	8,9 ans	9,1 ans	10,7 ans
Emprunt	573 767	522 022	289 756	497 124	646 601

3 - LES GRANDS ÉQUILIBRES FINANCIERS

3.1 - Soldes intermédiaires de gestion

Soldes intermédiaires de gestion :

Ces indicateurs permettent d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

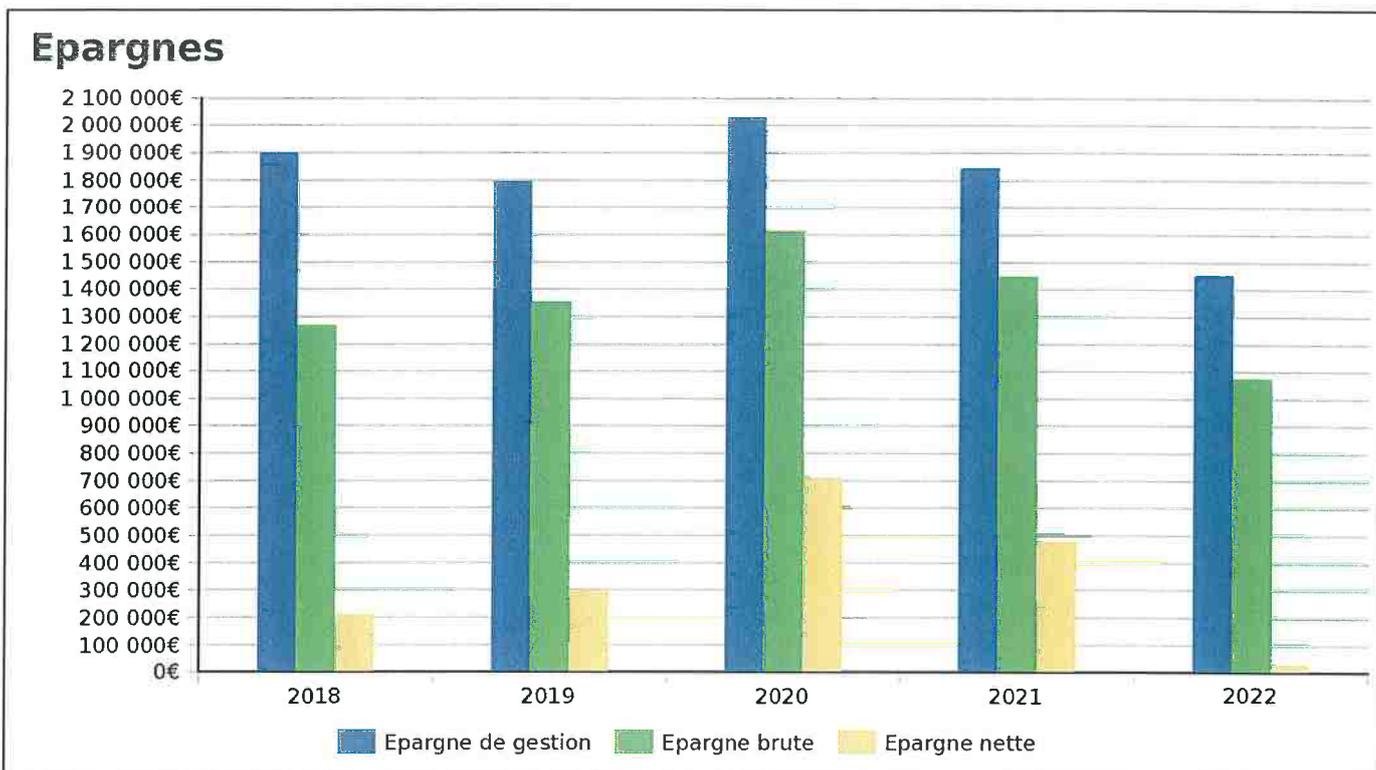
	2018	2019	2020	2021	2022
Montants	1 899 793	1 794 909	2 028 362	1 844 109	1 451 160

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2018	2019	2020	2021	2022
Montants	1 269 912	1 352 889	1 611 672	1 447 294	1 074 797

Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement	11 649 128	11 948 618	12 121 629	12 521 980	13 088 830
Epargne de gestion	1 899 793	1 794 909	2 028 362	1 844 109	1 451 160
Epargne brute	1 269 912	1 352 889	1 611 672	1 447 294	1 074 797
Taux d'épargne brute (en %)	11,02 %	11,33 %	13,33 %	11,59 %	8,23 %
Epargne nette	210 769	297 521	711 674	478 467	29 533



3.2 - Epargne brute

Epargne brute = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.

L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

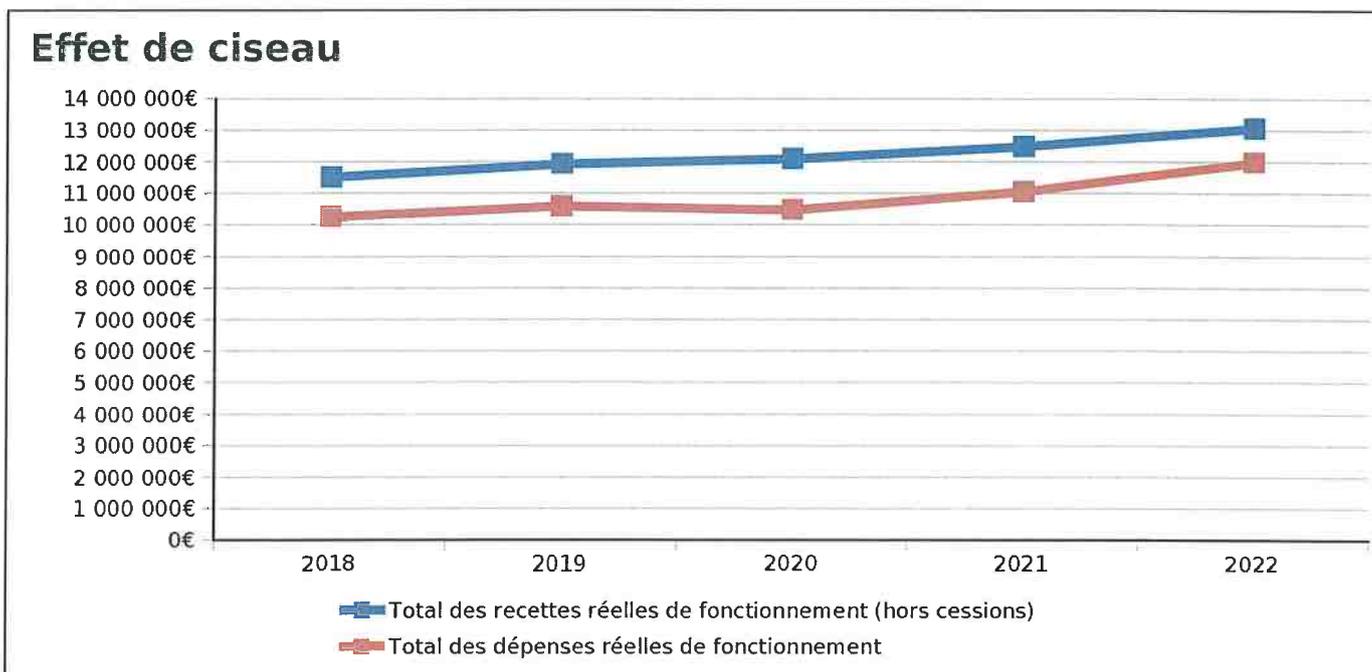
	2018	2019	2020	2021	2022
Épargne brute	1 269 912	1 352 889	1 611 672	1 447 294	1 074 797
Taux d'épargne brute (en %)	11,02 %	11,33 %	13,33 %	11,59 %	8,23 %

3.3 - Effet de ciseau

Effet de ciseau : Évolution de l'écart entre les recettes d'exploitation hors cession (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

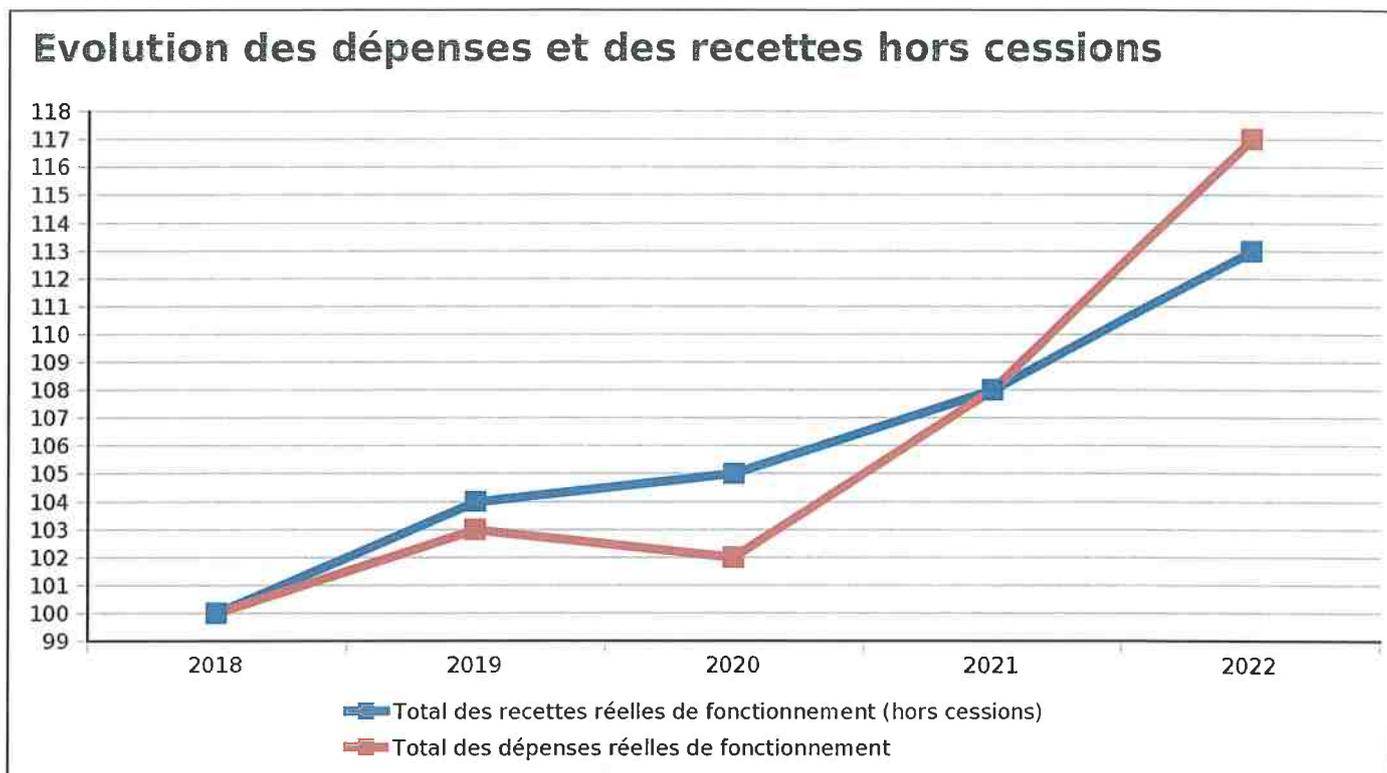
	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	11 520 678	11 939 418	12 094 669	12 492 576	13 061 830
Évolution n-1	0,49 %	3,63 %	1,3 %	3,29 %	4,56 %
Dépenses de fonctionnement	10 250 766	10 586 529	10 482 997	11 045 281	11 987 033
Évolution n-1	-2,19 %	3,28 %	-0,98 %	5,36 %	8,53 %

La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.



Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles ne sont pas comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

Ci-dessous le graphique représentant l'évolution des dépenses et recettes (hors cessions) en base 100. Si l'évolution des dépenses est supérieure à l'évolution des recettes, alors un effet de ciseau peut se matérialiser.



4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux

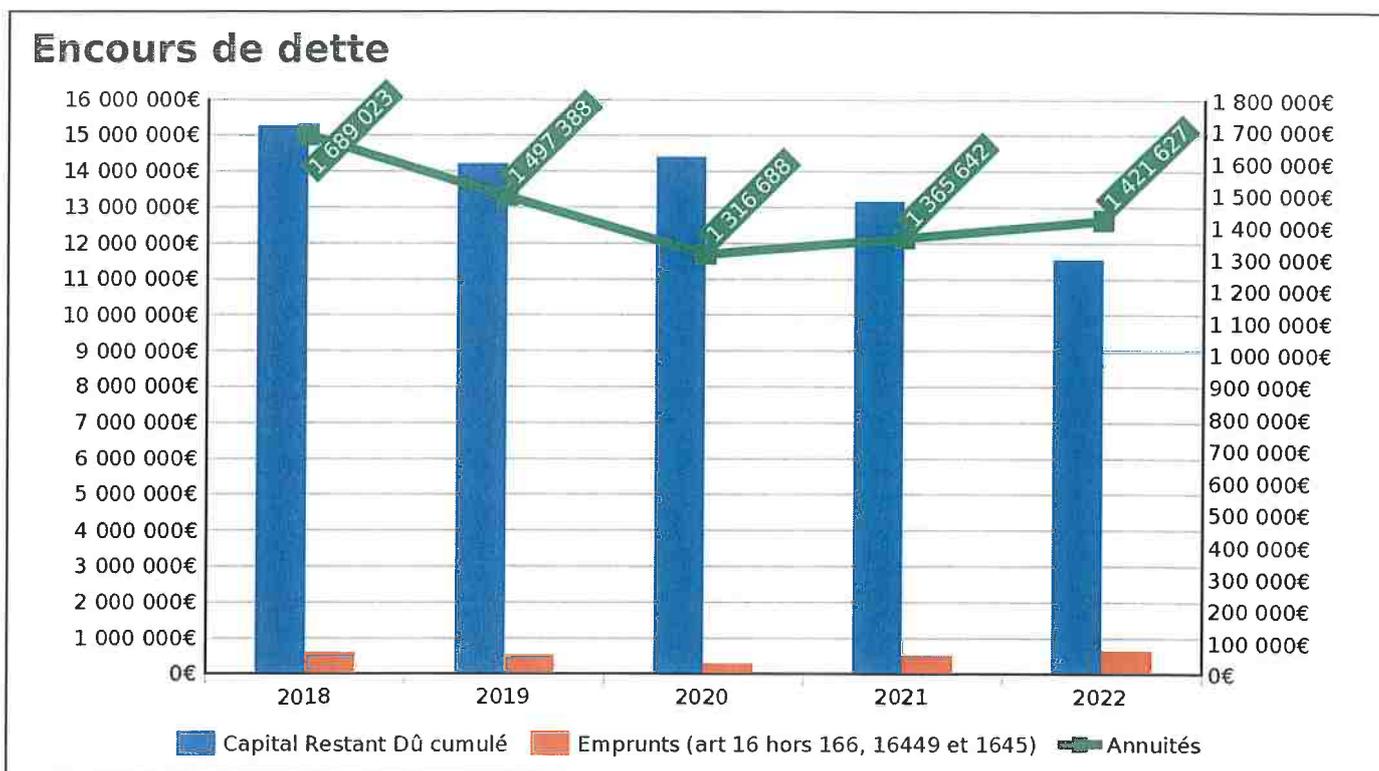
Selon ce scénario, l'encours de la dette évoluerait de 15 270 841 € en 2018 à 11 544 324 € en 2022 (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de 1 689 023 € en 2018 à 1 421 627 € en 2022 (échelle de droite du graphique).

	Encours de dette au 31/12	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2018	15 270 841	-3,08 %	573 767
2019	14 215 473	-6,91 %	522 022
2020	14 404 455	1,33 %	289 756
2021	13 173 676	-8,54 %	497 124
2022	11 544 324	-12,37 %	646 601

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Encours de dette au 31/12	-6,75 %	-24,4 %

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.



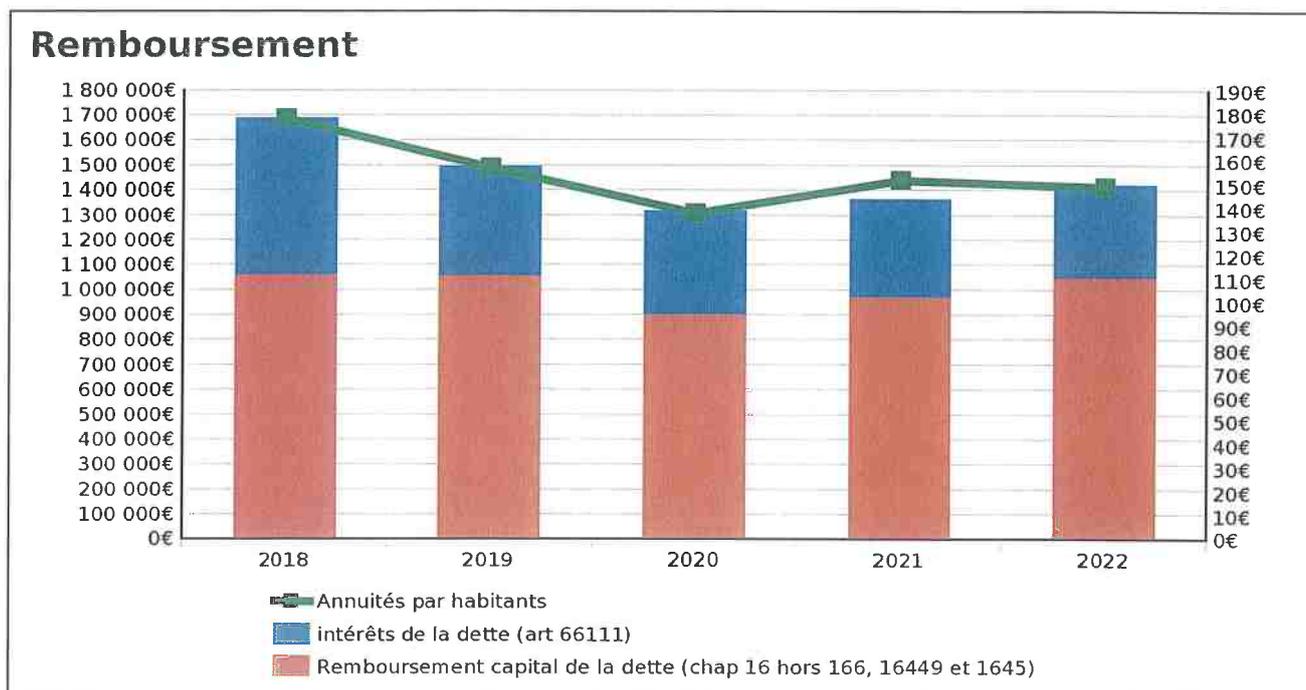
4.2 - Annuités de la dette

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2018	2019	2020	2021	2022
Annuités	1 689 023	1 497 388	1 316 688	1 365 642	1 421 627
Evolution n-1 (en %)	-6,39 %	-11,35 %	-12,07 %	3,72 %	4,1 %
Capital en euro	1 059 143	1 055 368	899 998	968 828	1 045 264
Intérêts en euro	629 881	442 020	416 690	396 814	376 363

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.



La ventilation de l'annuité de la dette en euro par habitant évolue de la façon suivante :

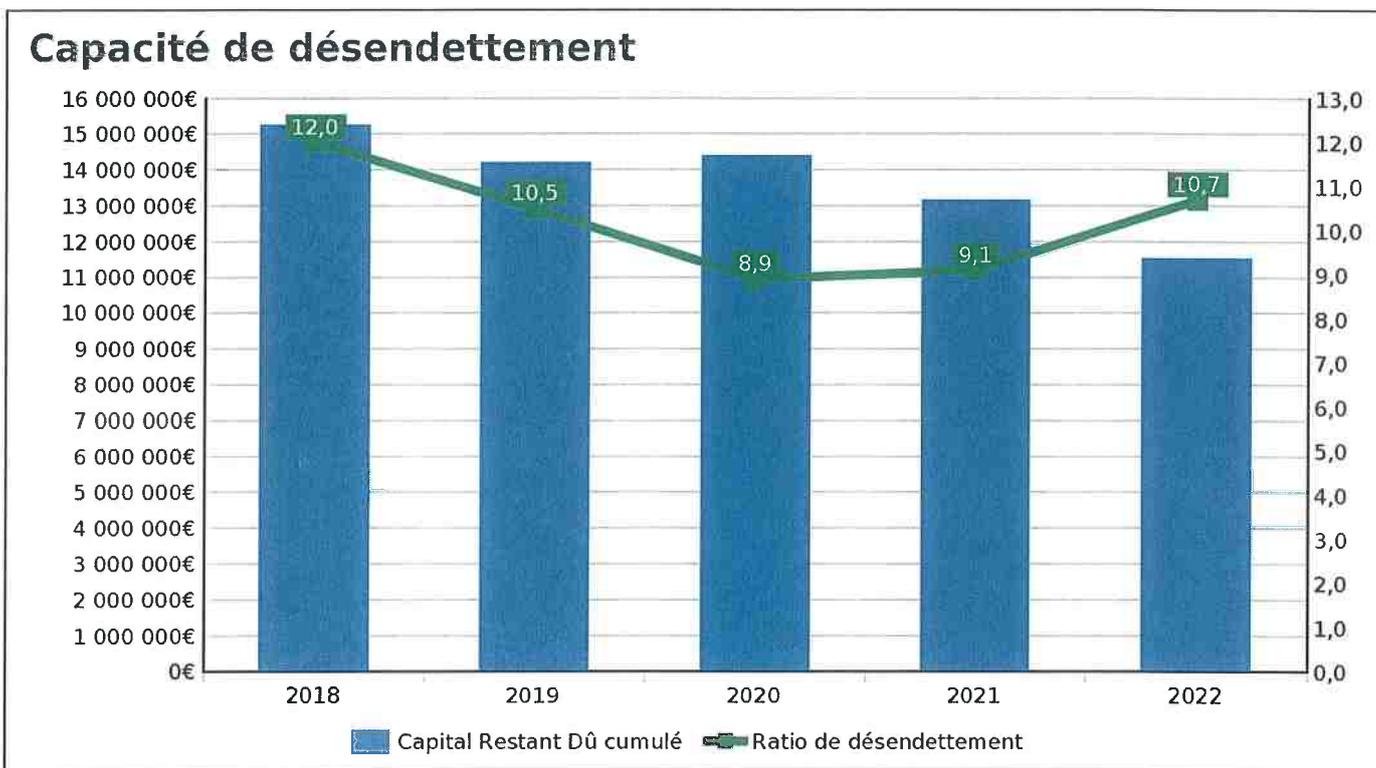
	2018	2019	2020	2021	2022
Annuités	178	157	138	152	149
Capital	111	111	95	108	110
Intérêts	66	46	44	44	40

4.3 - Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	2018	2019	2020	2021	2022
Ratio	12 ans	10,5 ans	8,9 ans	9,1 ans	10,7 ans



L'équilibre pluriannuel

Afin de déterminer l'échelle de risque, il faudra comparer le ratio de désendettement avec la durée de vie moyenne de la dette.

Pour rappel, la durée de vie moyenne représente la vitesse moyenne de remboursement du prêt (exprimée en année). Elle exprime aussi la durée nécessaire pour rembourser environ la moitié du capital restant dû d'un emprunt amortissable.

Calcul du ratio : **Ratio de désendettement (CDD)/durée de vie moyenne (DVM)**

Si la capacité de désendettement est inférieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette (CDD/DVM < 1), cela signifie que si la collectivité consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération ira plus vite que de laisser le capital se rembourser selon son propre profil.

Si la capacité de désendettement de la collectivité est supérieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette (CDD/DVM > 1), cela signifie que même si elle consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération sera plus lente que de laisser le capital se rembourser naturellement. Il y a donc un risque que la collectivité ne puisse pas faire face à ses engagements contractuels.

5 - LA FISCALITÉ DIRECTE

5.1 - L'évolution des bases

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.

Ci-dessous le tableau des bases fiscales pour chaque taxe.

Années	Base taxe d'habitation puis THRS	Base taxe foncière (bâtie)	Base taxe foncière (non bâtie)
2018	8 763 065	8 885 042	119 544
2019	8 782 139	9 009 879	123 128
2020	8 184 545	9 160 273	124 387
2021	1 111 216	8 720 210	126 332
2022	568 014	9 226 646	130 088

5.2 - Evolution des taux et des produits

TAXE D'HABITATION ET TAXE D'HABITATION SUR LES RÉSIDENCES SECONDAIRES :

Années	Base nette TH et THRS	Evol base nette TH et THRS	Produit TH et THRS	Evol produit TH et THRS	Taux TH et THRS	Evol taux TH et THRS
2018	8 763 065	1,63 %	1 766 634	1,63 %	20,16 %	0 %
2019	8 782 139	0,22 %	1 770 479	0,22 %	20,16 %	0 %
2020	8 184 545	-6,8 %	1 650 004	-6,8 %	20,16 %	0 %
2021	1 111 216	0	224 021	0	20,16 %	0
2022	568 014	-48,88 %	114 512	-48,88 %	20,16 %	0 %

TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES :

Années	Base nette TB	Evol base TFB	Produit TFB	Evol produit TFB	Taux TB	Evol taux TB
2018	8 885 042	1,11 %	2 759 694	1,11 %	31,06 %	0 %
2019	9 009 879	1,41 %	2 798 468	1,41 %	31,06 %	0 %
2020	9 160 273	1,67 %	2 845 181	1,67 %	31,06 %	0 %
2021	8 720 210	-4,8 %	4 595 385	61,51 %	62,78 %	0 %
2022	9 226 646	5,81 %	4 832 181	5,15 %	62,78 %	0 %

TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS NON BÂTIES :

Années	Base nette TFNB	Evol base TFNB	Produit TFNB	Evol produit TFNB	Taux TFNB	Evol taux TNB
2018	119 544	-2,54 %	89 180	-2,54 %	74,6 %	0 %
2019	123 128	3 %	91 853	3 %	74,6 %	0 %
2020	124 387	1,02 %	92 793	1,02 %	74,6 %	0 %
2021	126 332	1,56 %	94 244	1,56 %	74,6 %	0 %
2022	130 088	2,97 %	97 046	2,97 %	74,6 %	-0 %

6 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

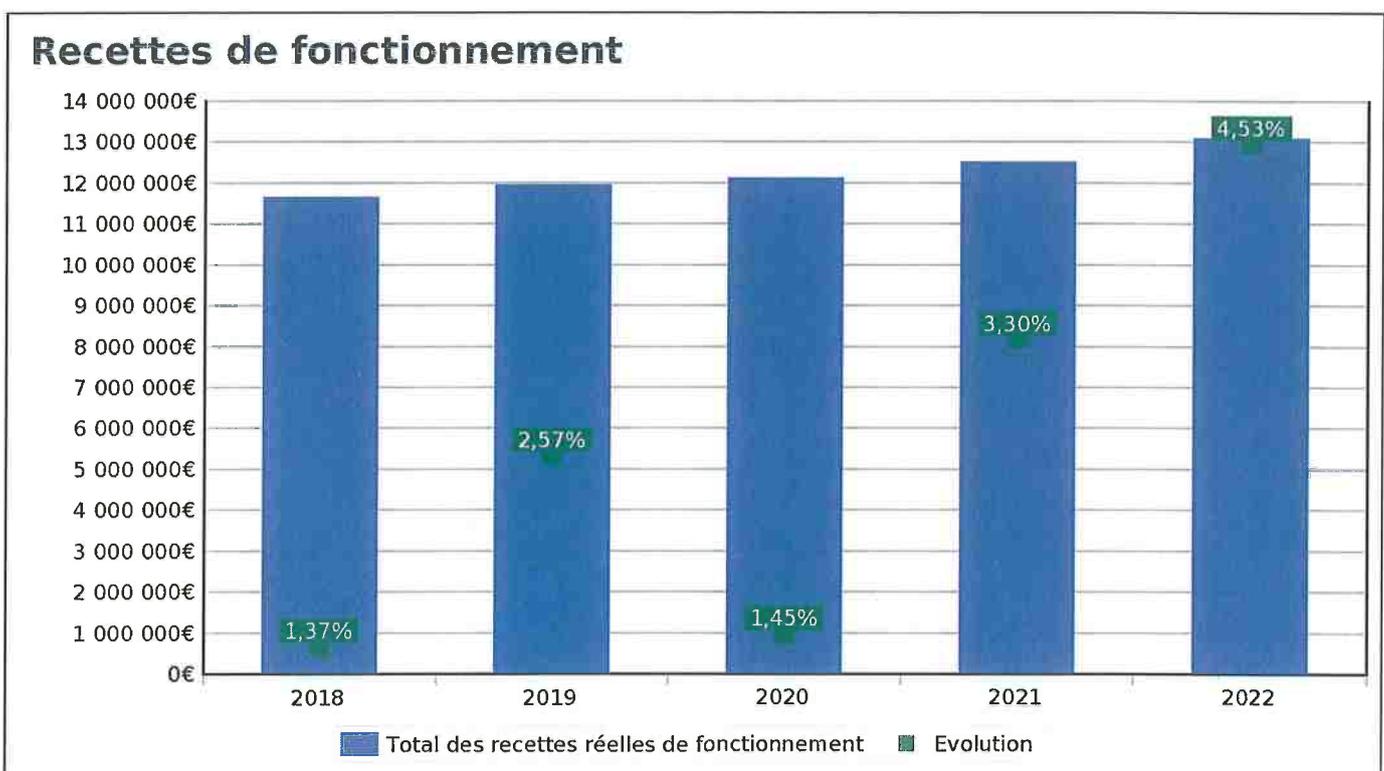
6.1 - Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2018	11 649 128	1,37 %	1 225
2019	11 948 618	2,57 %	1 256
2020	12 121 629	1,45 %	1 274
2021	12 521 980	3,3 %	1 391
2022	13 088 830	4,53 %	1 376

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	2,96 %	12,36 %



Les principales recettes de fonctionnement

Produits de la fiscalité directe : La fiscalité directe comprend les taxes directes locales possibles (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties).

2018	2019	2020	2021	2022
4 615 508	4 660 801	4 587 978	4 913 650	5 116 989

Produits de la fiscalité indirecte : La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au compte 73 autres que la fiscalité directe et transférée. (la taxe sur l'électricité, les droits de mutation, l'attribution de compensation).

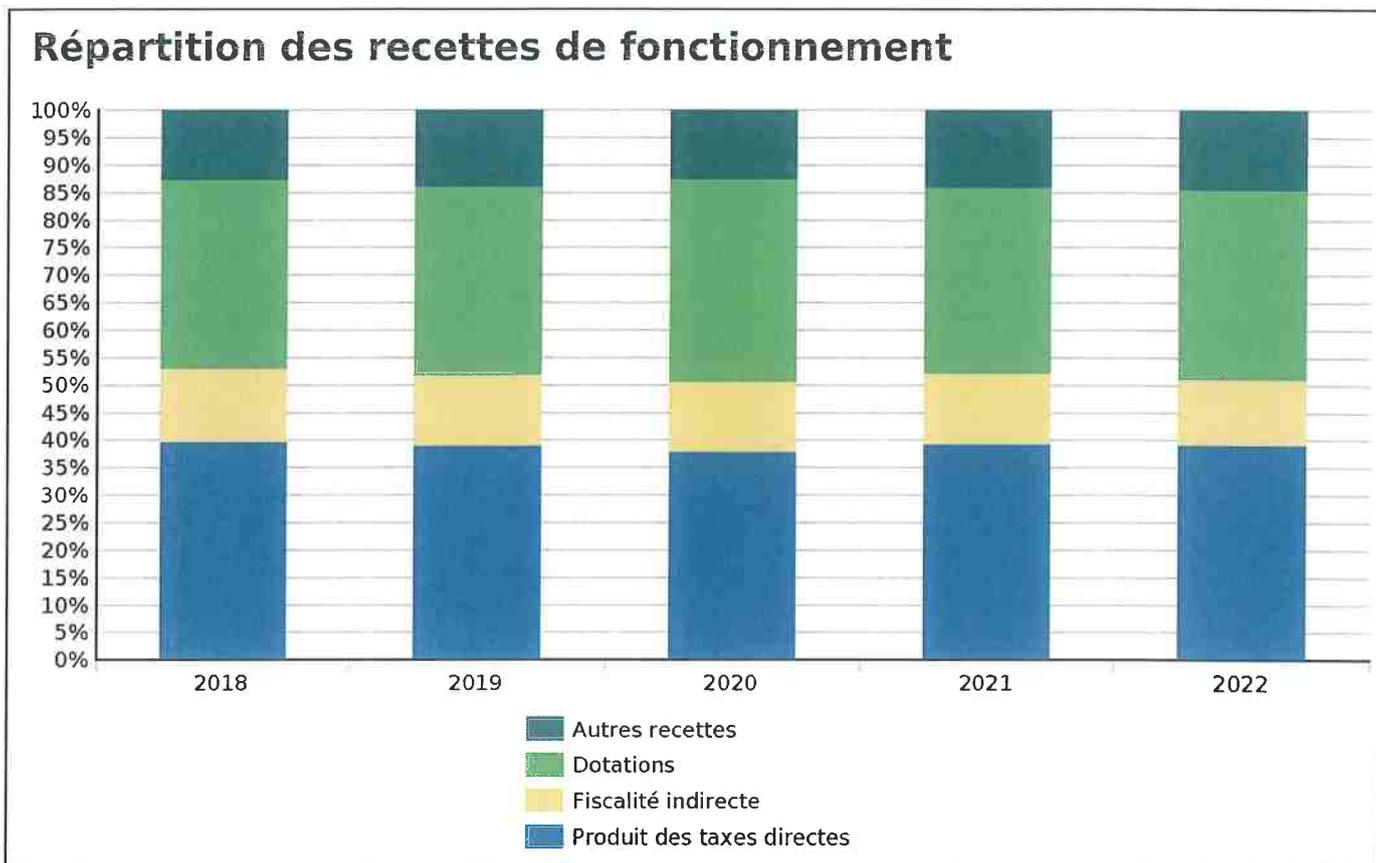
2018	2019	2020	2021	2022
1 550 263	1 522 481	1 539 651	1 599 377	1 551 420

Dotations : Elles comprennent les recettes du chapitre 74 (la DCRTTP, DGF, les compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, les autres dotations).

2018	2019	2020	2021	2022
3 984 493	4 078 583	4 456 738	4 236 693	4 511 404

Autres recettes : Elles comprennent, notamment, les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, hors rôles supplémentaires.

2018	2019	2020	2021	2022
1 498 864	1 686 753	1 537 262	1 772 260	1 909 017



6.2 - Les dépenses de fonctionnement

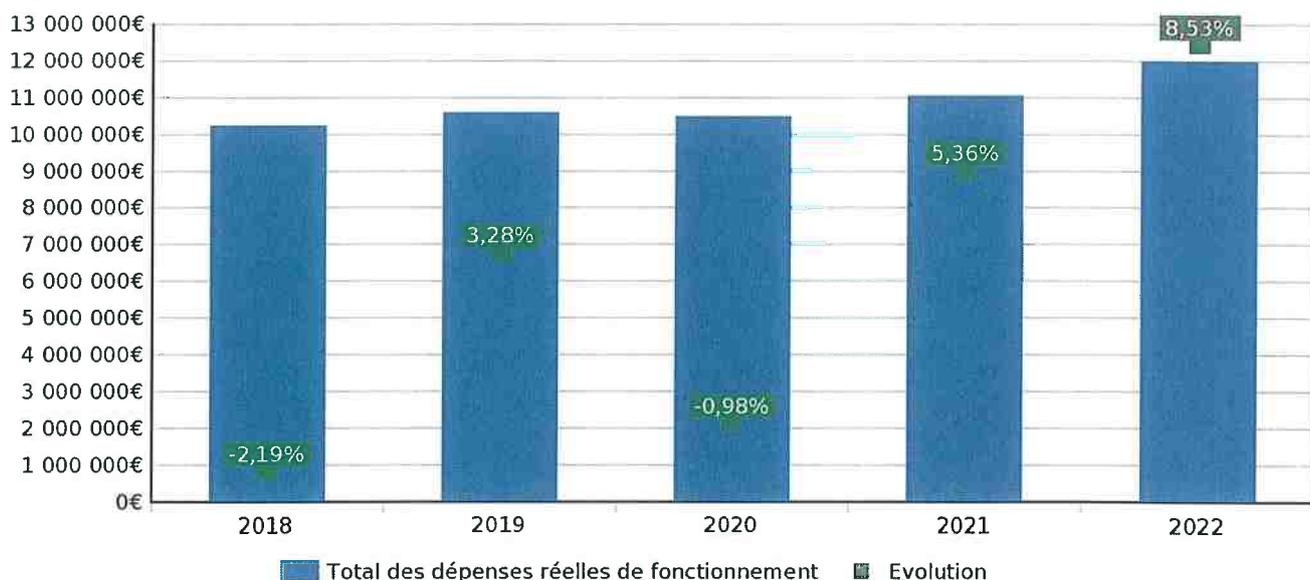
Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2018	10 250 766	-2,19 %	1 078
2019	10 586 529	3,28 %	1 113
2020	10 482 997	-0,98 %	1 102
2021	11 045 281	5,36 %	1 227
2022	11 987 033	8,53 %	1 260

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	3,99 %	16,94 %

Dépenses de fonctionnement



Les principales dépenses de fonctionnement

Charges de personnel : Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

2018	2019	2020	2021	2022
6 012 602	6 203 677	6 366 839	6 565 056	7 160 002

Charges à caractère général : Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

2018	2019	2020	2021	2022
2 890 434	3 060 626	2 869 683	3 182 399	3 665 519

Atténuations de produits : Elles comprennent les dépenses du chapitre 014 (dont fiscalité transférée)

2018	2019	2020	2021	2022
0	1 422	59 362	39 520	46 214

Contingents et participations obligatoires : Ils comprennent une partie des dépenses du chapitre 65, inscrites à l'article 655.

2018	2019	2020	2021	2022
61 499	62 012	2 126	118 235	85 662

Subventions : Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 inscrites à l'article 657.

2018	2019	2020	2021	2022
611 343	662 926	617 594	579 147	500 390

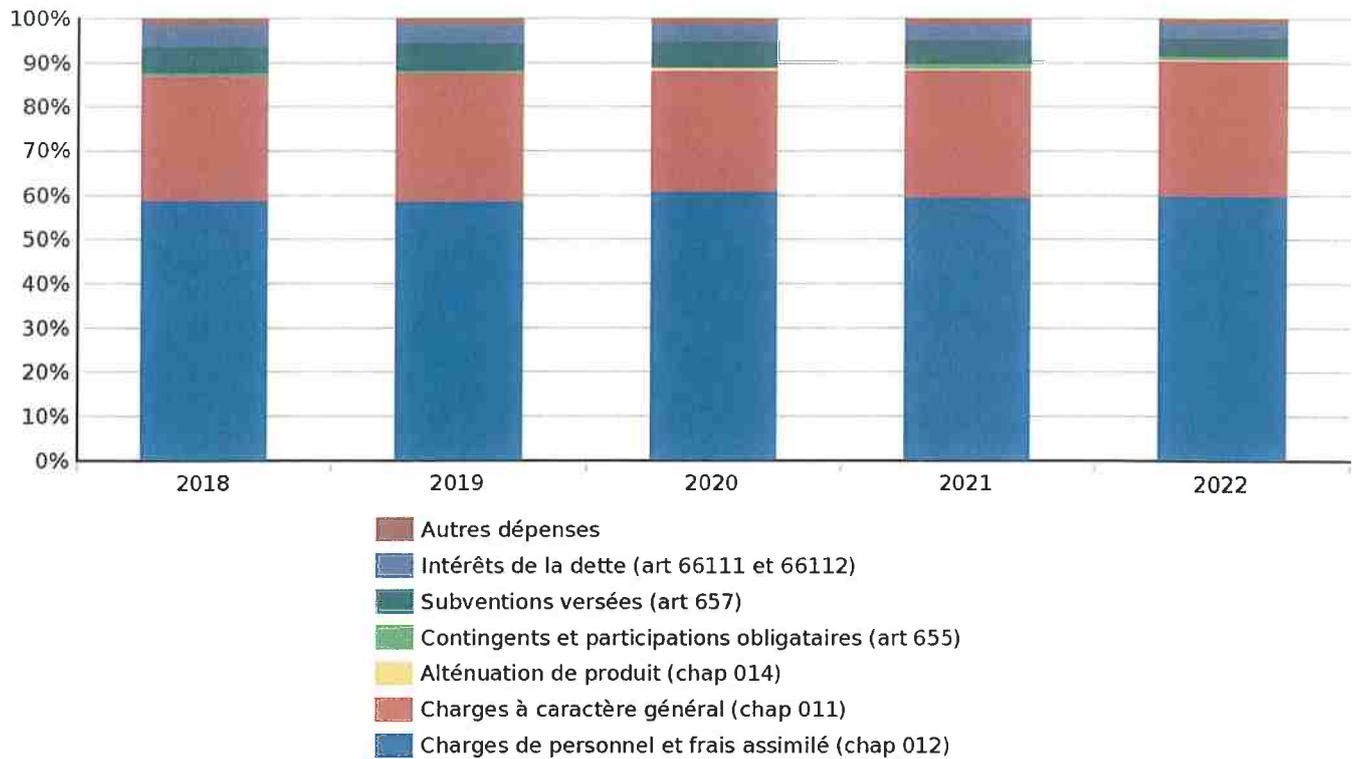
Intérêts de la dette : Ils comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE compris.

2018	2019	2020	2021	2022
495 929	438 869	415 296	387 343	368 334

Autres dépenses : Elles comprennent notamment, les charges de gestion courante (chap.65), les autres charges financières (autres articles chap.66), les charges exceptionnelles (chap.67), les dotations aux provisions (chap.68 mvt réel), les dépenses diverses et autres dépenses de fonctionnement et, enfin, les charges induites des investissements.

2018	2019	2020	2021	2022
178 959	156 997	152 097	173 581	160 912

Répartition des dépenses de fonctionnement



Indicateur d'évolution de la ressource humaine

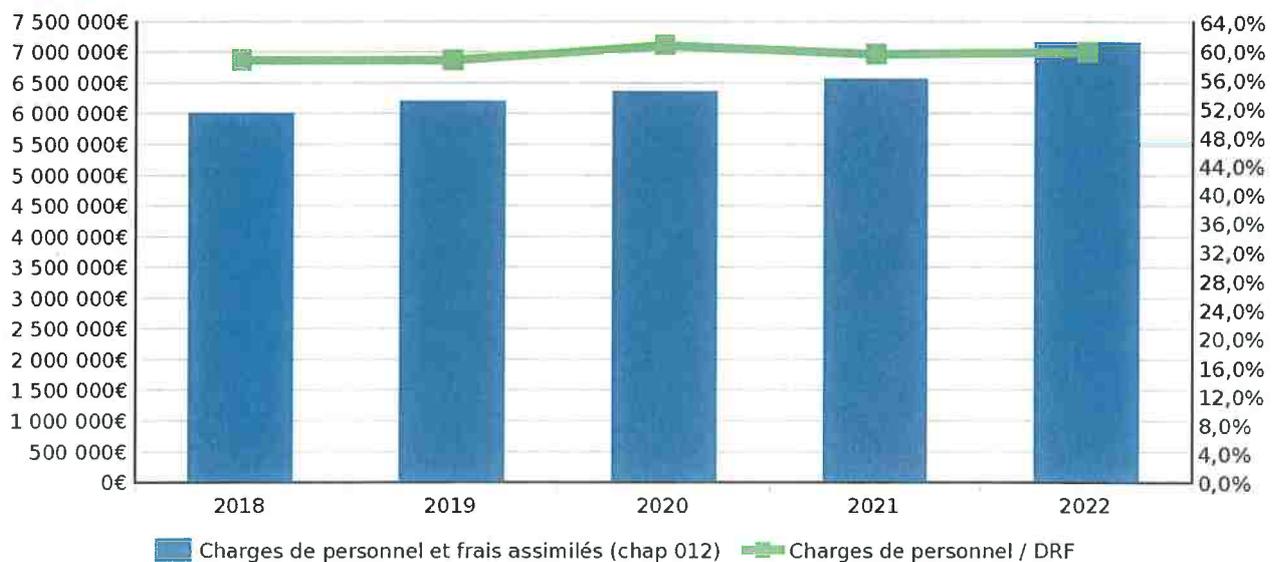
Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation. Ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

2018	2019	2020	2021	2022
6 012 602	6 203 677	6 366 839	6 565 056	7 160 002

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2018	2019	2020	2021	2022
58,66 %	58,6 %	60,73 %	59,44 %	59,73 %

Charges de personnel



7 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

7.1 - Les recettes d'investissement

FCTVA : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15,482% avant le 1er janvier 2014 et devient égal à 15,761% pour 2014. Depuis le 1er janvier 2015, la loi de finance l'a revalorisé à 16,404%.

2018	2019	2020	2021	2022
142 355	171 650	137 084	97 177	216 782

Subventions perçues : Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (Etat, Région, Département...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement

2018	2019	2020	2021	2022
162 083	122 809	182 389	740 256	793 424

Taxe d'urbanisme : Cette recette comprend les taxes suivantes : la taxe locale d'équipement, la taxe du plafond légal de densité...

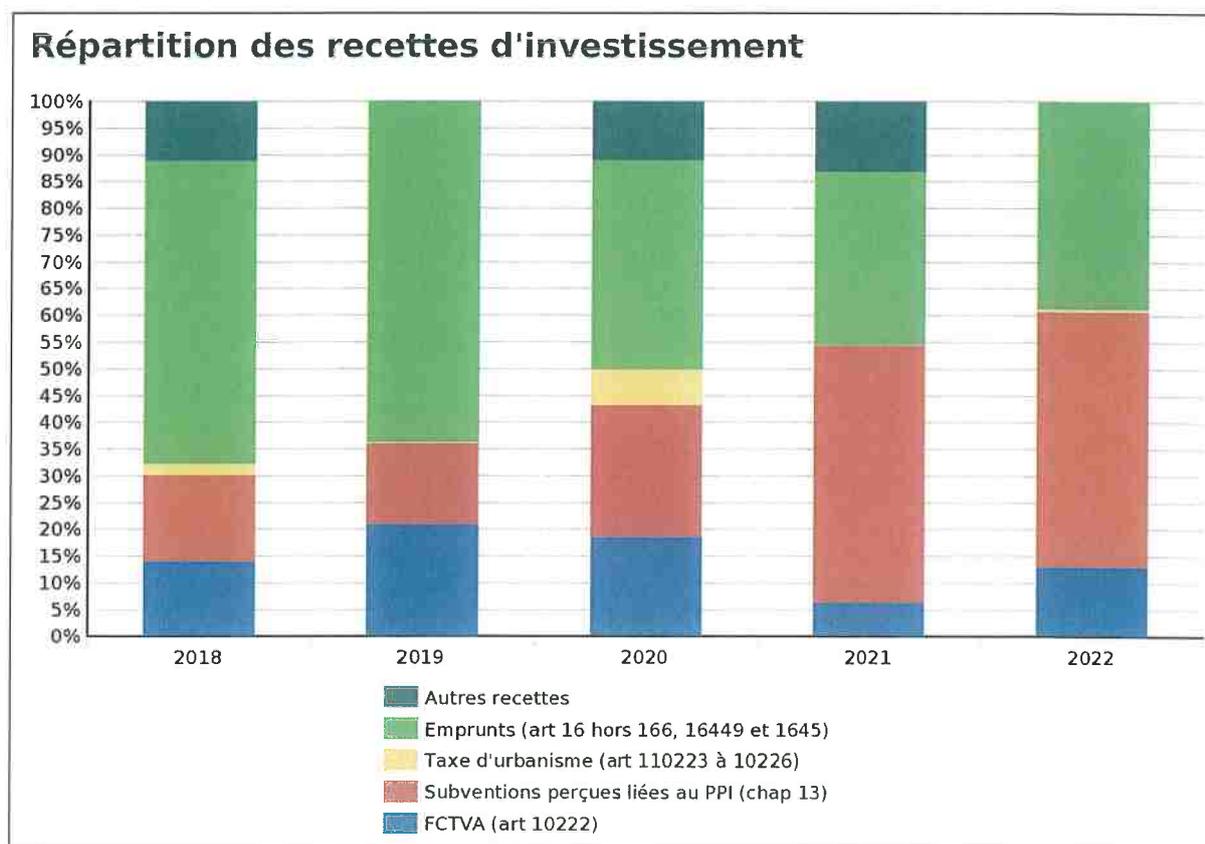
2018	2019	2020	2021	2022
21 456	2 030	49 095	2 326	9 261

Emprunts : Emprunts réalisés durant la prospective pour financer les investissements

2018	2019	2020	2021	2022
573 767	522 022	289 756	497 124	646 601

Recettes diverses : Elles comprennent notamment les opérations pour compte de tiers, les autres subventions et les mouvements inscrits au 16449.

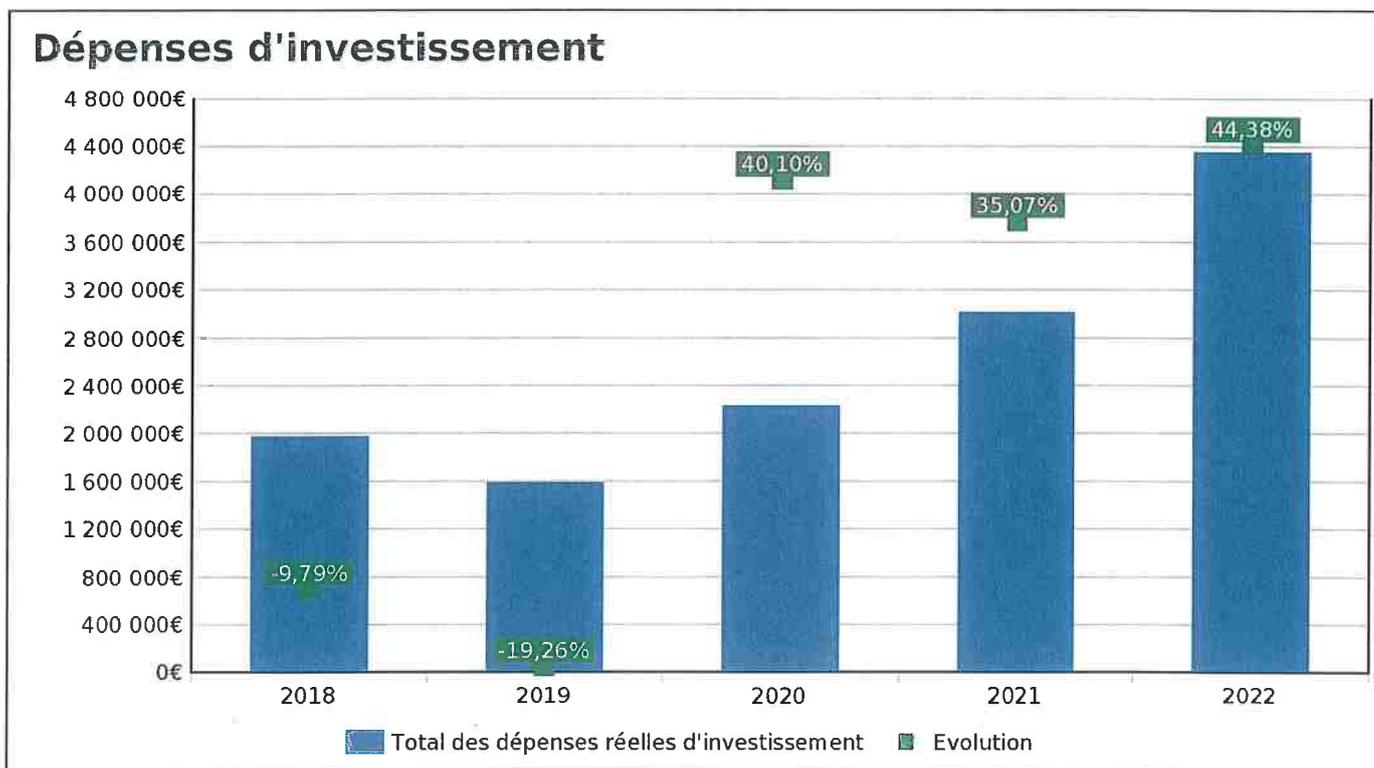
2018	2019	2020	2021	2022
112 869	400	81 903	203 331	0



7.2 - Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par-habitant
2018	1 975 292	-9,79 %	208
2019	1 594 905	-19,26 %	168
2020	2 234 508	40,1 %	235
2021	3 018 138	35,07 %	335
2022	4 357 494	44,38 %	458

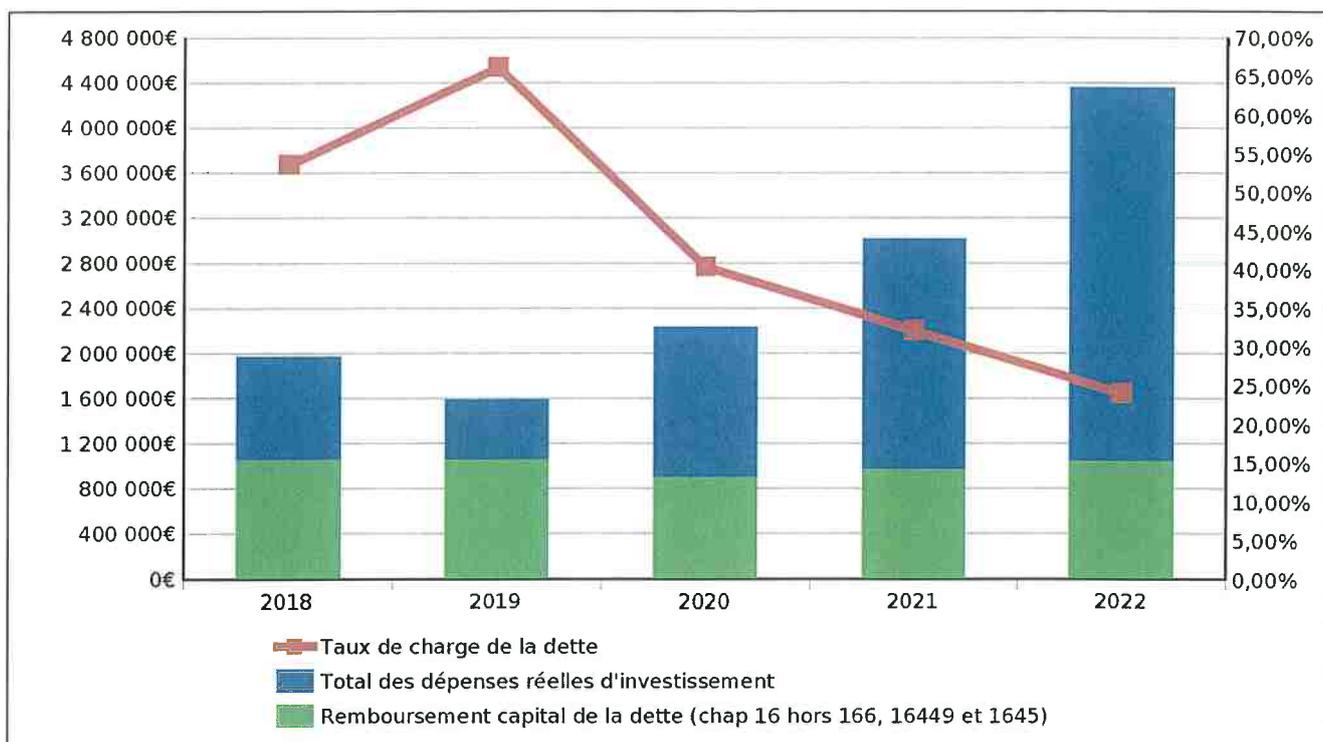


Le remboursement de la dette dans les dépenses d'investissement

Ci-dessous, les dépenses d'investissement issues de la prospective dont la mise en lumière du remboursement du capital de la dette. Les mouvements inscrits au 16449 sont retirés.

Années	Dépenses d'investissement	Remboursement du capital de la dette	Part en % du remboursement du capital de la dette
2018	1 975 292	1 059 143	53,62 %
2019	1 594 905	1 055 368	66,17 %
2020	2 234 508	899 998	40,28 %
2021	3 018 138	968 828	32,1 %
2022	4 357 494	1 045 264	23,99 %

Ci-dessous la représentation graphique du remboursement du capital de la dette dans les dépenses d'investissement (échelle de gauche) et le taux de charge du remboursement de la dette (échelle de droite).



8 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

8.1 - Les dépenses prévues au Programme Pluriannuel d'Investissement

	2018	2019	2020	2021	2022	Total
204 Subventions d'équipement	216 799	0	0	0	0	216 799
Dépenses 2021	0	0	0	2 049 310	0	2 049 310
Dépenses 2022- 2026	0	0	0	0	3 312 230	3 312 230
Enveloppe investissement 2018	699 349	0	0	0	0	699 349
Investissements annuels	0	0	0	0	0	0
RAR Subvention	0	0	0	0	0	0
RAR dépenses d'équipement	0	0	0	0	0	0
Total	916 148	0	0	2 049 310	3 312 230	6 277 688

8.2 - Les financeurs du PPI

	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Autres	274 552	0	0	0	793 424	1 067 976
Total	274 552	0	0	0	793 424	1 067 976

8.3 - Le coût net annuel

	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Programmes (a)	916 148	0	0	2 049 310	3 312 230	6 277 688
Financeurs (b)	274 552	0	0	0	793 424	1 067 976
Total (a-b)	641 596	0	0	2 049 310	2 518 806	5 209 712

9 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

L'épargne de la collectivité

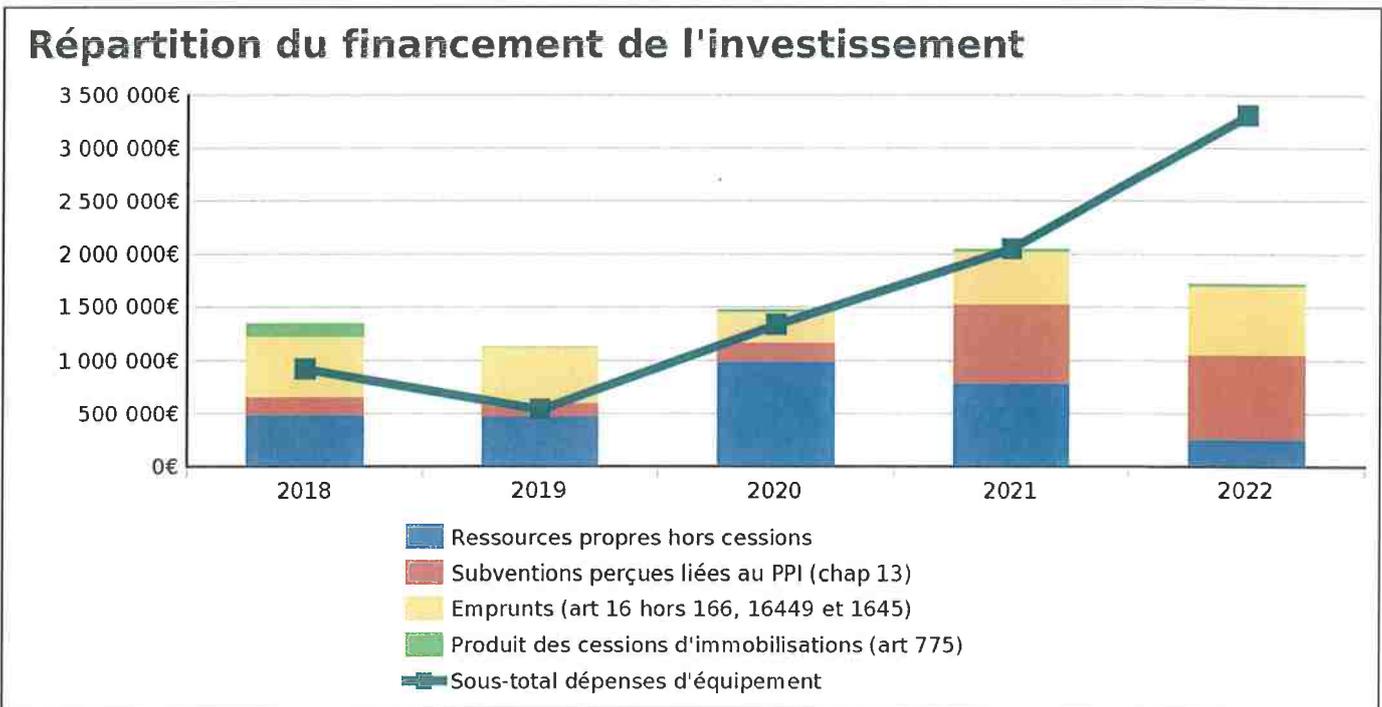
	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne brute	1 269 912	1 352 889	1 611 672	1 447 294	1 074 797
Remboursement capital de la dette	1 059 143	1 055 368	899 998	968 828	1 045 264
Epargne nette	210 769	297 521	711 674	478 467	29 533

Le financement

Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne nette (a)	210 769	297 521	711 674	478 467	29 533
FCTVA (b)	142 355	171 650	137 084	97 177	216 782
Autres recettes (c)	134 325	2 430	130 998	205 657	9 261
Produit de cessions (d)	128 450	9 200	26 960	29 404	27 000
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)	615 899	480 801	1 006 716	810 705	282 576
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	162 083	122 809	182 389	740 256	793 424
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	573 767	522 022	289 756	497 124	646 601
Financement total h = (e+f+g)	1 351 749	1 125 632	1 478 861	2 048 086	1 722 601

Résultat de l'exercice	435 601	586 095	144 351	-1 224	-1 589 629
------------------------	---------	---------	---------	--------	------------



10 - LES RATIOS

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R

	2018	2019	2020	2021	2022
Ratio 1	1 078	1 113	1 102	1 227	1 260
Ratio 2	482	486	491	548	542
Ratio 3	1 225	1 256	1 274	1 391	1 376
Ratio 4	83	57	140	219	348
Ratio 5	1 606	1 495	1 515	1 464	1 214
Ratio 6	339	350	358	386	374
Ratio 7	58,66 %	58,6 %	60,73 %	59,44 %	59,73 %
Ratio 9	97,09 %	97,43 %	93,91 %	95,94 %	99,57 %
Ratio 10	6,75 %	4,52 %	11,01 %	15,75 %	25,31 %
Ratio 11	131,09 %	123,34 %	112,24 %	111,27 %	97,6 %

Ratio 1= Dépenses réelles de fonctionnement / population

Ratio 2= Produit des impositions directes / population

Ratio 3= Recettes réelles de fonctionnement / population

Ratio 4= Dépenses d'équipement brut / population

Ratio 5= Encours de la dette / population

Ratio 6= Dotation globale de fonctionnement / population

Ratio 7= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

Ratio 9= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 10= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 11= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

II - 2 LES BUDGETS ANNEXES

1 – Budget annexe de l'eau

2.1 - Les masses budgétaires

	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement	114 900	119 031	115 657	119 554
Dépenses de fonctionnement	9 145	2 582	2 875	1 831
<i>dont intérêts de la dette</i>	0	0	0	0
Recettes d'investissement	0	3 000	31 360	34 360
<i>dont emprunts souscrits</i>	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	68 563	219 783	283 905	37 664
<i>dont capital de la dette</i>	1 600	1 600	1 600	1 600
<i>dont P.P.I</i>	56 631	181 819	236 319	25 330

2.2 - Soldes financiers

	2019	2020	2021	2022
Epargne de gestion	105 755	116 449	112 782	117 723
Epargne brute	105 755	116 449	112 782	117 723
Epargne nette	104 155	114 849	111 182	116 123

2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2019	2020	2021	2022
Fonds de roulement en début d'exercice	369 948	407 140	306 806	167 043
Résultat de l'exercice	37 192	-100 334	-139 763	114 419
Fonds de roulement en fin d'exercice	484 838	306 806	167 043	281 462

2.4 - Endettement

	2019	2020	2021	2022
Encours au 31 décembre	6 400	8 000	6 400	6 400
Ratio de désendettement	0,1 ans	0,1 ans	0,1 ans	0,1 ans
Emprunt	0	0	0	0

2 – Budget annexe de l'abattoir

2.1 - Les masses budgétaires

	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement	22 227	24 086	22 763	21 890
Dépenses de fonctionnement	1 246	375	3 289	727
dont intérêts de la dette	458	416	371	325
Recettes d'investissement	0	0	0	0
dont emprunts souscrits	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	940	12 731	1 026	46 961
dont capital de la dette	940	982	1 026	1 073
dont P.P.I	0	11 749	0	45 888

2.2 - Soldes financiers

	2019	2020	2021	2022
Epargne de gestion	21 439	24 126	19 845	21 488
Epargne brute	20 981	23 711	19 474	21 163
Epargne nette	20 041	22 729	18 448	20 090

2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2019	2020	2021	2022
Fonds de roulement en début d'exercice	18 241	38 281	49 261	67 708
Résultat de l'exercice	20 041	10 980	18 448	-25 798
Fonds de roulement en fin d'exercice	38 319	49 261	67 708	41 910

2.4 - Endettement

	2019	2020	2021	2022
Encours au 31 décembre	9 205	8 233	9 205	9 205
Ratio de désendettement	0,4 ans	0,3 ans	0,5 ans	0,4 ans
Emprunt	0	0	0	0

3 – Budget annexe des locaux industriels et commerciaux

Le budget annexe des locaux industriels et commerciaux enregistre les dépenses et recettes des locaux du **Pôle d'économie solidaire** (rue de Lorraine et rue Charles de Gaulle), de l'ancien **site « Heratherm »** (rue du Petit Taillis) et du **garage situé rue de Guise**. En 2022, les **recettes des loyers perçus** s'élèvent à **19 199 €**.

En section d'investissement, **6 600 €** ont été investis pour le **changement de menuiseries sur le site « Hératherm »**, propriété de la commune.

Avec les résultats excédentaires de l'exercice 2021, l'**excédent global de l'exercice 2022** s'élève à **77 491 €**.

ENJEUX DE L'ACTION MUNICIPALE ET ORIENTATIONS PLURIANNUELLES

1) DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOLIDAIRE

Essentiellement marquée sur le plan économique par le **retour de l'inflation**, l'année 2022 continue de bénéficier de la **reprise économique** facilitée par les mesures du **Plan de relance**. Les **entreprises locales, industrielles ou commerciales**, continuent d'investir et de se moderniser. A Hirson, **l'implantation de nouvelles enseignes commerciales** confirme, notamment, **l'attractivité de la ville**.

En lien avec la **Communauté de communes des Trois-Rivières**, la Municipalité s'attache donc à **favoriser cette dynamique**, par l'accompagnement des **investisseurs**, la **formation et l'insertion des demandeurs d'emploi**, la **modernisation du cadre de vie, des équipements et des services publics**.

L'amélioration de la situation de l'emploi

Le **maintien et la création d'emplois** demeurent au cœur des priorités de la politique de **développement économique** menée par la **Communauté de communes des Trois-Rivières**.

En 2022, malgré les **effets de la crise sanitaire** sur la **vie économique et sociale**, une **amélioration de la situation de l'emploi** est constatée, à la fois **sur le plan national**, mais également **sur le plan local**.

Au **troisième trimestre 2022**, le **taux de chômage du bassin d'emploi d'Hirson** était

de **11,90 %** contre **12,90 % en 2021** à la même époque. Cette **diminution** constitue une **bonne nouvelle**, même si le **taux de chômage local** demeure **plus élevé** que dans les **Hauts-de-France (8,9 %)** et qu'en **France métropolitaine (7,1 %)**. En décembre 2022, la ville d'Hirson dénombrait **690 demandeurs d'emploi**.

Cette **évolution favorable** incite à **poursuivre les efforts collectifs** en faveur de la **création et de la sauvegarde de l'emploi**.

Le développement économique passe par l'industrie

2022 a vu éclore de **nouveaux projets**. Outre les perspectives de développement chez **Johnson Electric**, l'exemple de **l'entreprise Oriol** est significatif. Avec aujourd'hui **plus de 101 salariés** et **30 intérimaires**, un **chiffre d'affaires** passé, entre 2005 et 2020, de **1 à 21 millions d'euros**, cette entreprise ne cesse de se développer.

2023 sera l'année de **lancement de la construction de la nouvelle usine du groupe Barat Transport**. **Christian Provost** son PDG a annoncé officiellement ce **nouvel**

investissement d'un montant de **6,5 millions d'euros** sur le **parc d'activités de la Rotonde – Florentine**.

Sur une **parcelle de 25 000 m²**, une **unité de 10 000 m²** sera construite, avec la possibilité d'un **agrandissement sur 2 000 m²**. Spécialisé depuis 32 ans dans le **ferroviaire**, disposant de **sept filiales**, le **groupe Barat Transport** prévoit de **doubler son chiffre d'affaires** à Hirson et **d'augmenter l'effectif actuel de 55 salariés**. La **construction** de cette nouvelle usine devrait **débuter en avril**.

L'abattoir municipal : un équipement au service des éleveurs locaux

Pilier indispensable au maintien et au développement de la filière « **Viande de Thiérache** », l'**abattoir municipal hirsonnais** garantit la **traçabilité et la qualité de la viande**. Géré par la SABHIR, l'abattoir d'Hirson emploie toujours **six salariés à temps plein et un salarié à mi-temps**.

La Ville d'Hirson soutient toujours cet équipement, avec, au cours des deux années passées, pas moins de **62 422 €** investis pour

la **modernisation des locaux**. En 2022, malgré l'**impact de la crise**, son activité s'est élevée à **625 tonnes**, soit **159 tonnes de plus** qu'en 2014.

En 2023, la **création d'un atelier de découpe et l'intégration des labels « Charte Ruminants » et « Viandes de Thiérache »** constitueront des **enjeux principaux** du **renouvellement de la délégation de service public** prévu à compter du **1^{er} juillet**.

Un diagnostic et une feuille de route pour le développement commercial

Paradoxalement, compte tenu de la **crise sanitaire** et de ses effets, ces **trois dernières années** ont été particulièrement **riches en implantations nouvelles** sur la ville.

La **zone commerciale des Champs Elysées** est aujourd'hui **largement occupée**. Après les **implantations** des groupes « **Takko Fashion** », « **Cuisinella** », « **Mon Brico** », « **Action** », des **boulangeries** « **Marie Blachère** », la construction d'un **nouvel « Aldi »**, et l'ouverture de la **brasserie « La Source »**, sont désormais programmées, dès cette année, les arrivées d'« **Optical Center** » et, dans l'ancien Aldi, du **groupe « Kiabi »**.

En ville, une **nouvelle dynamique** s'est également enclenchée.

A titre d'exemples, l'implantation de la **chaîne « Basic Fit »** redynamise la **place Carnot**. L'ouverture du **restaurant « Kangoo's Pizz »** apporte un **nouveau souffle** à l'**avenue Mitterrand**. La **galerie Charlemagne** retrouve un **dynamisme certain** depuis l'installation du « **Carrefour City** ».

D'autres ouvertures sont attendues. Elles témoignent de l'**attractivité d'Hirson**.

En 2022, à la demande de la Municipalité, dans le cadre du **programme « Petites Villes de Demain »**, un **diagnostic** et une **feuille de route commerciale** ont été réalisés par la **Chambre de Commerce et d'Industrie des Hauts-de-France**. Il s'agit de stimuler et

accompagner la **dynamique engagée**. A cette fin, la **création prochaine** d'une nouvelle **Union commerciale** apparaît possible. La **Municipalité** a, en effet, besoin d'un interlocuteur, en capacité de **fédérer, de proposer des animations, de contribuer au développement commercial** et à la **revitalisation du centre-ville**.

Par son **travail quotidien**, la **Municipalité** mobilise également toutes les **aides possibles**, notamment auprès de la **Région Hauts-de-France**, dans le cadre du **programme d'aide à la redynamisation des centres-villes et centres-bourgs**, dont elle est lauréate depuis 2020, avec une **candidature renouvelée** pour les trois prochaines années. Dans ce cadre, à titre d'exemple, afin de valoriser les vitrines des commerces hirsonnais vacants, sera engagé dès cette année un **programme de vitrophanie**, dont le coût est estimé à **43 718 € HT**, avec une **subvention de la Région** obtenue à hauteur de **50 %**.

De même, toujours dans le cadre du **programme « Petites Villes de Demain »**, soutenu par l'**Etat, la Banque des Territoires, le Département** et la **Communauté de communes des Trois-Rivières**, plusieurs actions seront engagées pour favoriser le **renouveau du centre-ville**, dont, notamment, l'**extension de l'opération façades sur les anciens commerces** de manière à les transformer en **logements**.

Le tourisme, facteur de développement

Le « **Domaine de Blangy** » constitue, évidemment, un **atout essentiel** pour **Hirson** et les **Trois-Rivières**. En 2022, le **nombre de nuitées** s'est élevé à **10 497**, dont **7 988 (76 %)** dans les cottages et **2 509** sur le camping. Pas encore revenue au niveau de 2019, avant la crise sanitaire, l'activité du « **Domaine de Blangy** » **progress**e par rapport aux **deux années précédentes**.

Aujourd'hui, grâce à un **investissement de 450 000 €**, la **Communauté de communes** dispose, sur le **site de Blangy**, d'une **salle numérique**, « **Le Viaduc** », en capacité d'accueillir des **séminaires**.

Cela est d'autant plus pertinent qu'en 2022, **985 salariés** ont été accueillis dans les **29 séminaires** organisés par la **SEML Intégrale**. De quoi mieux faire connaître notre territoire.

Par ailleurs, en ce qui concerne le **complexe de l'Île verte**, en 2022, ont été enregistrées **94 484 entrées sur l'espace aquatique et la balnéothérapie** et **15 881 entrées sur l'espace « Forme-Bien-être »**. **59 080 parties de bowling** ont été disputées, soit le **meilleur résultat depuis 2008**.

Victime fin décembre d'un **début de sinistre accidentel**, l'**espace bien-être** devrait rouvrir ces portes **dans les prochaines semaines**.

En juin prochain, l'**Île verte** fêtera ses **vingt ans** et l'**Espace « Forme-Bien-être »** ses **dix ans**. Ce **double rendez-vous** permettra de valoriser à nouveau cet **espace de loisirs** toujours **aussi attractif** à l'échelle du territoire.

L'économie solidaire au service de la collectivité

Le **Pôle d'économie solidaire** de la Ville d'Hirson constitue la principale **structure d'insertion sociale et professionnelle** de Thiérache.

Lors de sa visite du 7 octobre 2022, **Luc Carvounas, Président de l'Union Nationale des CCAS**, a rappelé que beaucoup de villes souhaiteraient disposer d'un tel **ensemblier d'activités dédiées à l'insertion sociale et professionnelle**. De même, le **partenariat noué** cette année avec **trois CCAS du Département de Mayotte**, en quête d'expériences en matière d'organisation des politiques d'insertion, témoigne de **l'attractivité et de l'expérience hirsonnaise**.

Aujourd'hui, les **trois chantiers et dix ateliers d'insertion du CCAS** constituent un pôle d'activités dynamique principalement orientées vers **l'économie circulaire**, avec une **ressourcerie**, un **espace de maraîchage**, un **vestiaire**, une **épicerie solidaire**, un **vestiaire**, l'**entretien des espaces naturels**, la **réhabilitation de bâtiments et les services aux personnes âgées**, avec le chantier d'insertion « **bien-être seniors** ».

En 2022, **deux nouveaux espaces d'activités** ont été inaugurés : **une ferme pédagogique**, située entre la **ruelle Antony** et la **rue Joubert Phillips**, ainsi que le **magasin « Au p'tit bonheur »** ouvert place Sarrail.

Sur **50 ares**, totalement aménagée par les ateliers d'insertion, la **ferme pédagogique** offre aux enfants des écoles un **bel outil de découverte de la nature et des animaux**. Quant au **magasin solidaire**, installé dans une **friche commerciale** rachetée par la Ville et totalement aménagée par le **chantier d'insertion du CCAS**, il constitue **une belle vitrine des ateliers d'insertion**. Après réparation et reconditionnement, meubles, vêtements, objets de décoration, livres, disques y sont mis en vente **à bas prix**.

Hirson donne donc une **réelle place à l'économie circulaire**, non seulement **créatrice d'activités, d'emplois et de liens sociaux**, mais, également, indispensable pour **lutter contre le gaspillage et adopter un mode de développement durable**. Il s'agit donc, concrètement, d'assurer la **transition écologique et solidaire**.

Aujourd'hui, pas moins de **42 salariés** sont mobilisés en **Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI)** sur les **chantiers d'insertion**, **120 personnes** participent bénévolement aux **activités des ateliers d'insertion**. **12 agents du CCAS** assurent les encadrements.

Enfin, afin de **prolonger cette dynamique**, 2023 verra l'implantation, à Hirson, en **centre-ville**, de l'entreprise « **Ardennes Patrimoine Insertion 08** », entreprise d'insertion relevant du groupe « **Vitamine T** », spécialisée dans la revente de vêtements neufs invendus.

2) TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

*Face à l'urgence de la **lutte contre le réchauffement climatique**, la **transition écologique et énergétique** demeure la **priorité de l'ensemble des pouvoirs publics**, et donc des **financeurs**. La **rénovation énergétique des bâtiments publics**, la **diminution des déplacements**, l'**adaptation de la politique du logement et de l'habitat**, l'**utilisation rationnelle des ressources naturelles** et les **limites de l'artificialisation des sols**, avec notamment la **résorption des friches urbaines**, constituent donc des **objectifs largement partagés**, sur lesquels la **Municipalité s'engage**.*

La rénovation énergétique des bâtiments communaux se poursuit

Depuis plusieurs années, la Ville a investi pour mieux isoler ses **80 bâtiments communaux**. Le **changement des menuiseries extérieures**, l'**isolation des combles**, des **caves** et des **réseaux de chauffage** sont systématiquement engagés. En 2021 et 2022, **469 635 €** ont ainsi été investis, notamment sur le **groupe scolaire Jean Zay**, le **Centre Social et d'Animation Culturelle**, la **Médiathèque du Château**, la **salle de la Tannerie** et le **Foyer-restaurant des personnes âgées**, avec notamment, pour ce dernier bâtiment, la **pose de panneaux photovoltaïques** sur la toiture terrasse.

Ajoutée à un **effort de gestion** dans les **niveaux de températures programmés**, cette

politique de **rénovation énergétique des bâtiments communaux** porte ses fruits : entre 2021 et 2022, dans l'ensemble des **32 bâtiments chauffés**, la **consommation de gaz** a diminué de **23 %**, passant de **1 567 MWh** à **965 MWh**.

En 2023, tout en sollicitant les subventions de l'Etat, au titre de la DETR, et du Département, de **nouveaux investissements** liés à la **rénovation énergétique** seront donc poursuivis, avec notamment la **réfection de la toiture du cinéma** et le programme initié **salle de la Tannerie**, opérations comprenant chacune, à nouveau, la **pose de panneaux photovoltaïques**.

Éclairage public : mieux éclairer, mais pas moins

Source d'économies d'énergie, la **modernisation de l'éclairage public** se poursuit. Un **programme pluriannuel de changement des ampoules à incandescence** par des **ampoules à leds** est engagé. En 2022, le montant des dépenses s'est élevé à **57 715 €**.

En 2023, au **rythme** et dans la **limite** des **capacités budgétaires de la ville**, ce programme sera poursuivi avenue du Maréchal

Joffre, rue aux Loups, avenue de Verdun, rue de Lorraine, rue Antoine sue et places Mermoz et de la République, pour un **coût global** estimé à **200 439 € HT**, financé à hauteur de **50 %** par l'Etat, au titre de la DETR.

Par contre, pour d'évidentes **raisons de prévention et de sécurité**, l'**extinction totale de l'éclairage public la nuit** n'est pas envisagée. Depuis 2022, seul l'**éclairage des fresques** s'éteint à **partir de 22 heures**.

Friche industrielle des aciéries : engager la démolition et la dépollution

Depuis 2021, sur le site des **anciennes aciéries d'Hirson**, la **Municipalité** a engagé les **études de faisabilité** pour la **création d'un écoquartier**.

Prévu dans une **programmation pluriannuelle**, le **projet d'aménagement** poursuit **quatre objectifs** : **résorber et dépolluer une friche industrielle au cœur d'une zone d'habitat ; assurer l'extension et la diversification du Pôle d'économie solidaire existant**, avec, notamment, la **création d'une ressourcerie ; préserver la mémoire industrielle du site**, et, enfin, **construire un écoquartier** avec la création de nouveaux logements.

Ce projet s'inscrit dans le **Pacte 2 pour la réussite de la Sambre Avesnois Thiérache**

et dans la **programmation de la convention « Petites Villes de Demain »** signée par la Ville d'Hirson le 26 avril 2021. Avec le **concours de la Société d'Équipement du Département de l'Aisne (SEDA)**, les **études de faisabilité** sont aujourd'hui engagées, pour un **coût global de 39 425 € HT**, pris en charge à hauteur de **49 %** par la **Banque des Territoires**. Elles aboutiront d'ici l'automne. En 2024, sous réserve du **soutien de l'Etat** au titre du « **Fonds Vert** », en particulier de ses axes « **Adapter les territoires au changement climatique** » et « **Améliorer le cadre de vie** », sera engagée la **première phase opérationnelle de ce projet**, consistant en la **démolition des bâtiments existants non occupés et à l'état de ruines**.

Forêt communale : garantir sa gestion durable

La **transition écologique** passe, également, par une **gestion durable du patrimoine naturel**, et donc de la **forêt communale**. Classé en **zone « Natura 2000 »**, avec ses **8 525 hectares**, le **massif forestier des Trois-Rivières**, composé des forêts de **Mondrepuis, Saint-Michel, Watigny et Hirson**, constitue autant un **atout environnemental qu'un îlot de biodiversité**.

Mis en œuvre par l'**Office National des Forêts**, le **plan de gestion pluriannuel de la forêt communale d'Hirson** garantit son **exploitation raisonnée et durable**. Tout en

assurant pour la commune **des recettes** qui se sont globalement élevées à **486 694 € en 2021 et 2022**. Néanmoins, l'**écosystème de la forêt** demeure **fragile**. En progression continue, en raison du **réchauffement climatique**, la **chalarose** attaque les **frênes** et les **scolytes** affecte les **épicéas**.

Après **74 844 €** investis en 2022, en coordination avec l'**Office National des Forêts**, la **Municipalité** poursuivra cette année son **programme d'entretien et de régénération de la forêt communale**.

Eau potable : les enjeux de la nouvelle délégation de service public

Depuis plusieurs années, les **changements climatiques** conduisent à des **phénomènes extrêmes** tels que les **sécheresses** ou les **inondations**. Il faut donc, non seulement, **lutter contre les causes** de ces changements, mais également, en **prévenir les conséquences**.

Avec les **sources de la Bachelotte**, les **forages de la Hérie et d'Eparcy**, Hirson dispose de **trois ressources principales d'approvisionnement** en eau. Convergeant

vers la **station de la Hérie**, ces ressources sont ensuite pompées vers le **réservoir principal des Champs-Élysées**, puis vers les autres réservoirs. De l'ordre de trois jours, la **capacité de stockage** demeure importante.

Depuis le **1^{er} janvier 2023**, la **délégation de service public de l'eau potable** a été renouvelée pour une durée de **15 ans** et confiée, à nouveau, à la **société « Véolia »**.

Afin de répondre aux différents enjeux de protection de la ressource, de sécurisation des installations de pompage et de stockage et de distribution, « Véolia » s'est engagé à réaliser plusieurs investissements sur la durée du contrat, dont, notamment, la mise en place d'un traitement de filtration de l'eau, la réhabilitation du forage de la Hérie, des toitures et protections des sources de la Bachelotte, la sécurisation au titre du Plan Vigipirate des installations, la sectorisation

des compteurs et l'installation de 50 prélocalisateurs de fuites. Par ailleurs, sont également prévus un jeu concours permettant de gagner 100 récupérateurs d'eau de pluie, l'installation d'une fontaine publique au Parc des Gradins et la remise de chèques eau pour les abonnés en situation précaire.

La négociation du renouvellement de la DSP permet, enfin, de garantir le maintien du prix de l'eau pour l'abonné.

3) TRAVAUX, URBANISME ET CADRE DE VIE

La Municipalité fait de l'amélioration du cadre de vie le cœur de son projet « Hirson, ville nouvelle ». Moderniser les entrées, revitaliser le centre-ville, valoriser les espaces publics, résorber les friches urbaines, telles sont les priorités de ce programme. A cette fin, chaque année, la Municipalité engage un programme de travaux de voirie et de fleurissement. Cette année, deux opérations d'envergure seront notamment poursuivies, avec, d'une part, la requalification du centre-ville et l'aménagement des berges de l'Oise, et d'autre part, l'aménagement du quartier de gare.

Requalification du centre-ville et aménagement des berges de l'Oise

Depuis 2019, avec l'objectif d'améliorer le cadre de vie et de lutter contre les inondations, la Municipalité s'est engagée dans un programme pluriannuel d'acquisition et de démolition d'immeubles insalubres situés en centre-ville, place Brisset, place Pasteur et rue Alexandre Dumas, à proximité des berges de l'Oise.

En 2022, une étude de faisabilité portant sur la requalification et la valorisation, dont le coût de 5 500 € HT a été pris en charge à hauteur de 50 % par la Région, a déterminé le périmètre de cette opération ainsi que la nature des aménagements urbains à réaliser.

Ce programme vise à résorber des friches urbaines, créer de nouveaux espaces naturels, piétonniers et cyclistes en centre-ville, faciliter le stationnement des véhicules et donc l'accès aux commerces et aux services publics. Il s'agit, également, de continuer à valoriser les berges de l'Oise et du Gland.

Inscrite dans le programme « Petites Villes de Demain », dans l'appel à projet de la Région sur la revitalisation et des centres-villes et des centres-villes et centres-bourgs, ainsi que dans la programmation du Pacte SAT 2, cette opération, dont le coût global est estimé à 2 236 675 € HT sera poursuivie sur trois années et pourra bénéficier des subventions de l'Etat et de la Région.

Cette année, après de nouvelles acquisitions par préemption réalisées en 2022, de nouvelles acquisitions et démolitions d'immeubles insalubres seront donc engagées, rue Alexandre Dumas et rue du 8 mai 1945, dont, notamment, celles de l'ancien magasin « Le roi du Meuble ».

Cette première phase de l'opération, dont le coût est estimé à 581 100 € HT, fait l'objet de demandes de subventions auprès de l'Etat, à hauteur de 30 %, et de la Région, à hauteur de 50 %.

Travaux de voirie : le programme 2023

En 2022, le **programme des travaux de voirie** a, notamment, permis la réfection de la **rue de la Planchette** et de la **Neuve-Forge**. Au titre des **travaux en régie**, ont été réalisés la réfection de trottoirs **avenue Joffre** et **rue des Cités**, des **travaux**, **Place Sarrail** et sur les **rues de la République, du Fort, du Docteur Hank, du Colonel Driant** et du **Haut-Rouet**.

En 2023, afin de tenir compte des **demandes des riverains**, ce programme sera consacré à des **aménagements de sécurité routière**, destinés à **réduire la vitesse** en ville. Au titre des **travaux en régie**, seront également engagés des travaux de **réfection de trottoirs**, **avenue Joffre**, **rues Caprioli, du Hautbert** et **Douvin**.

Entrée de ville, quartier de gare, avenue Mitterrand : un projet global d'aménagement

Constituée par la « **Pénétrante** », le **quartier de gare** et **l'avenue Mitterrand**, l'entrée de ville constitue un axe structurant de la cité hirsonnaise. Dans le cadre du programme « **Hirson, ville nouvelle** », la Municipalité a donc engagé sa **requalification**. Après, en 2021, la **rénovation** et **l'extension** de la **résidence Thierry Sabine**, par « **Clésence** », la **résorption de la friche urbaine de l'ancien bar « Le Z'aisne »** et **l'aménagement d'une aire de covoiturage** équipée de **bornes électriques**, en 2022, cette **entrée de ville** a poursuivi sa mutation avec la construction de la **Maison de santé transfrontalière**.

Cette année, la construction de la **nouvelle usine du groupe Barat-Transport**, sur une parcelle de **25 000 m²**, contigüe à la **Pénétrante**, contribuera à densifier le parc d'activité économique de **La Rotonde-Florentine**. Par ailleurs, la **Communauté de communes des Trois Rivières** engagera les travaux d'aménagement du **tiers-lieu numérique** dans les anciens locaux de la bibliothèque de la gare. Enfin, à l'initiative de **l'Office Public d'Habitat de l'Aisne**, la

création de logements dans l'ancien **Buffet de la gare** demeure toujours en projet, en partenariat avec l'association « **Accueil et Promotion** ».

Outre la **construction de ces nouveaux équipements** et la **réhabilitation du bâti existant**, la Municipalité s'engagera dans la **modernisation de l'avenue François Mitterrand**. Dès 2023, la réfection du **réseau d'eau potable** sera engagée, pour un coût estimé à **135 629 € HT**. L'année suivante sera consacrée à la **réfection de la chaussée** et des **trottoirs**, à la **création d'une bande cyclable** et à la **requalification des espaces verts**. Une attention particulière sera portée au **traitement des eaux de pluie**, notamment par la **désimperméabilisation des places de stationnement**.

Cette **opération de requalification de l'entrée de ville**, dont le coût prévisionnel est estimé à **577 243 € HT**, bénéficiera de subventions sollicitées auprès de **l'Etat**, de la **Région** et du **Département**.

Fleurissement : Hirson conserve sa troisième fleur

En 2021, la ville a maintenu son **label régional « 3 fleurs »**.

A partir des **serres municipales**, situées dans **l'Espace de la Bonne Source**, les agents municipaux cultivent chaque année quelque **10 000 plantes annuelles**, réparties dans les **suspensions, jardinières, bacs, pots et massifs** installés en ville. Toutes disposent d'un réservoir capable en période de

sécheresse de maintenir l'humidité pendant cinq à six jours.

Par la valeur de l'exemple, pour un **coût de 10 921 € en 2022**, cet **engagement communal** encourage les **habitants** à fleurir **leur maison, leur appartement, leur jardin, leurs balcons, leur commerce**.

Cette année, seront renouvelées, sous forme différente, les opérations du **permis de fleurir**

et « **jardinières** », à l'occasion de l'organisation d'un **jardin éphémère**.

Initié en 2021, le « **permis de fleurir** » évoluera donc en 2023, avec la possibilité donnée aux riverains de **végétaliser les abords de trottoir** et les **façades de leurs habitations**.

Cette année encore, après une **sélection réalisée par le jury le 10 août, 56 lauréats du concours des maisons fleuries, dont 26 façades, 27 jardins et 3 commerces**, ont été récompensés lors de la **cérémonie** organisée le 23 octobre 2022 à la **Maison de la Petite enfance**.

4) LOGEMENT

*Alors que le **marché immobilier hirsonnais** confirme son **dynamisme**, il importe de veiller à ce que chaque citoyen puisse **accéder à un logement décent**. Pour la Ville comme pour les **baillleurs sociaux**, la **modernisation du parc de logements**, qu'ils soient individuels ou collectifs, et notamment la **résorption des passoires thermiques**, demeurent donc **prioritaires**. Engagée dans le **Programme d'Intérêt Général du Pays de Thiérache**, permettant d'accorder des **aides aux propriétaires occupants ou bailleurs** pour la rénovation de leur logement, la Municipalité souhaite également, avec l'instauration du **permis de louer**, aller plus loin dans la **lutte contre les marchands de sommeil**.*

L'évolution du marché immobilier

A Hirson, le **marché immobilier** se porte bien. En 2022, **204 déclarations d'intention d'aliéner** ont été reçues en mairie, **219** l'ont été en 2021. Ce **dynamisme des achats et des ventes de biens immobiliers** demeure un **point positif**, tant **pour la ville** que **pour les**

entreprises et artisans chargés des **travaux de réhabilitation**.

De même que les **202 certificats d'urbanisme**, les **8 permis de construire délivrés** et les **66 déclarations préalables de travaux** traitées.

L'Office Public de l'Habitat continue d'investir

Dans le cadre de son **Plan Stratégique de Patrimoine 2017-2022**, l'Office Public de l'Habitat de l'Aisne a engagé, à Hirson, une **réelle modernisation** de son parc de logements. Après la **construction des 11 résidences seniors** de la **rue Sénéchal**, la **rénovation thermique** des résidences du **Jeu de Battoir**, de la **rue Henri Martin** et de la **rue Dinant**, celle de la **résidence Léon Blum** est actuellement engagée.

de cette opération est estimé à **1 704 624 € HT**, dont **583 152 € HT** pour la construction des trois logements familiaux, avec pour ceux-ci, une **participation de la Ville limitée à 2,5 %**, soit **14 579 €**.

Par ailleurs, sur la **ZAC Le Taillis**, rue Henri Barbusse, après la démolition programmée au 1^{er} semestre 2023 des **60 logements** de l'**Alouette**, la **Fauvette** et la **Mésange**, l'OPH engagera la **construction de dix pavillons de plain-pied**, dont **sept à destination des seniors** et **trois logements familiaux**. Le coût

Par ailleurs, dans l'**ancien Buffet de la Gare**, l'OPH prévoit l'aménagement de **9 logements de type 1** pour des personnes isolées en situation précaire, dont la gestion sera confiée à l'association « **Accueil et Promotion** », déjà gestionnaire de la **résidence Thierry Sabine** et du **Centre d'hébergement** du « **Bon Accueil** ».

Enfin, la **Fondation Savart** et l'OPH envisagent la **création d'habitats inclusifs** près des **résidences Fonné**.

Aider à la rénovation des logements avec le Programme d'Intérêt Général

Afin d'aider les propriétaires et locataires pour la rénovation de leur logement, la Communauté de communes des Trois Rivières et la Ville d'Hirson participent au Programme d'Intérêt Général (PIG) porté par le Pays de Thiérache. Assorti d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Revitalisation Urbaine (OPAH-RU), le PIG permet d'allouer des subventions pour les travaux de réhabilitation des logements.

Il a pour objectifs de résorber des logements indignes et très dégradés, la sécurité et la salubrité de l'habitat, la lutte contre la précarité énergétique et l'adaptation des logements pour l'autonomie des personnes.

A cette fin, la participation de la Ville d'Hirson est estimée à 22 645 € par an, soit 113 225 € sur 5 ans.

Lutte contre les marchands de sommeil : engager les permis de louer et de diviser

Depuis quatre années, dans le cadre d'une convention signée avec la CAF de l'Aisne, la Ville contrôle le respect des critères de décence des logements loués. En cas de non-respect, le versement de l'allocation logement peut être suspendu. Dans ce cadre, en 2022, 49 visites et contrôles de logements ont encore été réalisés.

A partir de cette année, dans le cadre du projet d'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT), avec la Communauté de communes

des Trois-Rivières, en charge de la compétence du logement et de l'habitat, l'instauration du permis de louer et du permis de diviser accentuera la lutte contre les marchands de sommeil.

Afin d'éviter d'éventuels abus, de garantir à tous la qualité et le confort des logements loués, tout nouveau bailleur devra obtenir l'autorisation de louer son immeuble, ou de le diviser en plusieurs logements.

5) SERVICES PUBLICS

A l'heure de la numérisation de nombreux services, la qualité, la proximité et l'accessibilité des services publics s'avèrent être, de plus en plus, pour chaque collectivité un enjeu d'attractivité. La Municipalité poursuit donc son programme de modernisation du service municipal, avec notamment, cette année, l'aménagement d'un nouvel Hôtel de ville, dans les anciens locaux de la résidence du Val d'Oise.

Par ailleurs, après le déploiement de nouveaux services, tels que la Microfolie en 2019, l'Espace France Services en 2020 et le Campus connecté en 2021, cette année, à l'initiative de la Communauté de communes des Trois Rivières, Hirson bénéficiera également de l'ouverture de la nouvelle Maison de Santé Transfrontalière.

Un nouvel Hôtel de ville

Propriété de la Ville depuis l'été 2022, acquis auprès de Clésence, l'immeuble de l'ancienne résidence du Val d'Oise accueillera, d'ici la fin de l'année, les services de l'Hôtel de ville. Principalement effectués en régie par les Services techniques municipaux, les travaux d'aménagement nécessaires sont engagés depuis la fin de

l'année 2022, pour une durée d'environ huit mois.

Cette opération, dont le coût est estimé à 622 500 € HT, fait appel aux subventions de l'Etat, au titre du Pacte SAT, à hauteur de 40 % et du Département, au titre de l'API, à hauteur de 20 %.

De plus, dans le cadre d'une phase supplémentaire, l'immeuble accueillera **six logements réservés aux gendarmes** venus renforcés les effectifs de la **Brigade territoriale**, ainsi que des **locaux destinés** à

l'accueil des **centres de formation**. Cette opération, dont le coût est estimé à **523 402 € HT**, fait appel, quant à elle, aux subventions de **l'Etat, (40 %)** et de la **Région (40 %)** au titre du **Pacte SAT 2**.

Espace France Services : une proximité appréciée

Ouvert depuis le 1^{er} septembre 2020, **place Décamp**, l'**Espace France Services** témoigne de l'**évolution du service public communal**. Il offre aux usagers de **nombreux services administratifs**, avec notamment, une **aide aux démarches en ligne**. Outre l'accueil et l'accompagnement proposés par **deux agents municipaux**, la présence d'une **antenne permanente de la CPAM de l'Aisne**, pas moins de **17 permanences** y sont organisées, dont, notamment, celles de la **CARSAT**, de **France Victimes**, de la **Protection Judiciaire de la Jeunesse**, du **Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation**, des audiences délocalisées du **Délégué du Procureur de la**

République, de **Soliha** pour les aides au logement, de la **Maison de l'Europe**, etc...

En offrant un **service public à visage humain** plutôt qu'un **écran d'ordinateur** ou un **répondeur automatique**, l'Espace France Services contribue à **lutter contre la fracture numérique**.

En 2022, pas moins de **12 154 usagers** ont été reçus par l'ensemble des services proposés, dont **5 093 directement auprès des agents municipaux**, **3 737** auprès de l'antenne de la CPAM de l'Aisne, et **3 324 dans les autres permanences**.

Agence postale communale : de nouvelles perspectives

Avec **5 140 personnes reçues** en 2022, soit **10,9 %** de plus qu'en 2019, année de référence d'avant Covid, l'**Agence postale communale** démontre encore **toute son utilité**, notamment pour les habitants du haut de la ville.

La nécessité de **moderniser les conditions d'accueil du public**, et d'assurer notamment l'**accessibilité aux personnes à mobilité réduite**, passe par un **projet d'aménagement** de nouveaux locaux, toujours situés en haut de la ville, dans le **quartier de gare**.

Maison de santé transfrontalière : faciliter l'accès aux soins

Face à une **démographie médicale déclinante**, touchant pratiquement toutes les régions françaises, la **création de Maisons de Santé Pluriprofessionnelles** constitue un **élément de réponse** au risque de **désertification médicale**.

de santé qui ouvrira prochainement ses portes au public.

Avec à la clé un investissement de **3,4 millions d'euros**, la **Communauté de communes des Trois-Rivières** s'est donc engagée dans la construction d'une **Maison transfrontalière**

Sur une surface disponible de **1 400 mètres carrés**, ce nouvel équipement accueillera, pour commencer, **huit professionnels de santé** : **médecins, chirurgien-dentiste, sage-femme, kinésithérapeute, ostéopathe, cabinet infirmier** et une annexe du Centre infirmier « **Rassenfosse** ».

6) ÉDUCATION, ENFANCE ET JEUNESSE

*De la **petite enfance** à l'**âge étudiant**, la **priorité** continue d'être donnée à l'**éducation**. Si elle a un **coût**, elle n'a **pas de prix**. Surtout, elle ne relève pas que de la **seule responsabilité des enseignants**, mais de l'**action de tous** : **des parents**, bien évidemment, en premier lieu, mais également des **collectivités** en charge des **locaux scolaires**, des **lieux d'accueil de la petite enfance**, des **accueils municipaux périscolaires**, des **Temps d'Activités Péri-éducatifs**, de la **restauration scolaire** et des **accueils de loisirs** pendant les **vacances scolaires**.*

Avec l'UNICEF, Hirson « Ville amie des enfants »

Depuis 2004, Hirson est reconnue « **Ville Amie des Enfants** » et elle fut, à l'époque, l'une des **premières en France** à intégrer ce **réseau international de protection des Droits de l'Enfant**.

A travers le programme « **Ville Amie des Enfants** », les collectivités du monde entier s'engagent aux côtés de l'UNICEF à respecter et développer sur leurs territoires les droits des enfants, tels qu'ils sont énoncés dans la **Convention internationale** adoptée par les **Nations Unies**. Une « Ville amie des enfants » est donc une ville **accueillante, bienveillante, apprenante, ludique, inclusive, adaptée à chaque enfant et jeune**.

Pour le nouveau **mandat municipal 2020-2026**, la Ville d'Hirson s'est engagée sur un **nouveau plan d'action** basé sur **cinq engagements** comprenant le **bien-être**, la **non-discrimination**, **l'éducation**, la

participation et la **sensibilisation aux droits** des 0/18 ans sur son territoire.

Pour sa part, la **délégation locale de l'UNICEF** contribue à la **sensibilisation aux droits de l'enfant** en participant aux **manifestations locales (Village vacances, marché de Noël, Défi de l'Eau)**, et en organisant, notamment, la **journée UNIDAY** consacrée à la santé mentale des jeunes.

Enfin, la commémoration de la **Journée internationale des Droits de l'Enfant**, célébrant, depuis le 20 novembre 1989, la **ratification par chaque pays de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant**, constitue également, à Hirson, un moment fort du **partenariat entre l'UNICEF et la Municipalité**. Cette année encore, salle Carpentier, **492 enfants** étaient réunis pour chanter ensemble.

Restauration scolaire : la généralisation du petit-déjeuner dans les écoles maternelles

Malgré la **hausse des denrées alimentaires**, afin de **garantir l'accessibilité** de la restauration scolaire à toutes les familles, la Municipalité a non seulement baissé les **prix des repas**, mais encore, maintenu et amélioré la **qualité nutritionnelle des déjeuners servis**, en développant le **recours aux circuits courts, aux produits frais et aux producteurs locaux**. Attractif, le service s'est encore **élargi à d'autres communes**. En 2022, **47 935 repas** ont été servis dans les **10 restaurants scolaires hirsonnais**, **36 974 repas** dans les **écoles des communes extérieures**, et **7 533** pour les **accueils de loisirs**, soit au total **92 442 repas** produits par

le **Restaurant municipal scolaire**, chiffre jamais atteint.

Servir un repas équilibré, donner au temps du déjeuner une portée éducative, contribue à **lutter contre les inégalités**. C'est également pour cette raison que depuis début février, sur la proposition des services de **l'Education Nationale**, est élargi à **toutes les écoles maternelles** de la ville le **service gratuit du petit-déjeuner**, jusqu'alors expérimenté depuis trois ans sur la seule **école maternelle du Champ-Roland**. **268 enfants** bénéficient ainsi chaque jour d'un **petit-déjeuner équilibré** indispensable à leur **concentration pour les apprentissages scolaires**.

Temps d'Activités Péri-éducatifs et Accueils municipaux périscolaires : une prise en charge globale

Respecter les **rythmes de vie et d'apprentissage de l'enfant** favorise la **réussite scolaire**. Plus **attentif et réceptif**, un enfant **apprend mieux le matin** qu'en fin d'après-midi. A Hirson, **l'organisation des**

rythmes scolaires prend en compte ce constat. Tel est le sens de la **mise en place, depuis 2013, de la semaine de quatre jours et demi de classe**, et de l'organisation corollaire des **Temps d'activités péri-**

éducatifs. De 15h à 16h30, **deux fois par semaine**, chaque enfant bénéficie, **à titre gratuit, d'activités d'éveil et de découverte**, encadrées par des animateurs formés.

46 sont ainsi mobilisés. **417 enfants des écoles maternelles et élémentaires**

participent aux TAP, soit près de **60 % des enfants**.

Par ailleurs, chaque école dispose d'un **accueil municipal périscolaire**, ouvert de 7h30 à 8h30, de 11h30 à 13h30 et de 16h30 à 19h. En 2022, **199 enfants** en ont bénéficié avec **12 976 heures d'accueil**.

Maison de la Petite Enfance : amélioration de la prise en charge

Ouverte depuis 2008, gérée par le **Centre Social et d'Animation Culturelle**, la **Maison de la Petite Enfance** propose un **service multi-accueil de 25 places**, un **Relais de la Petite Enfance**, chargé d'animer le réseau des assistantes maternelles, et un **Lieu d'Accueil Enfants/Parents**.

Le service multi-accueil est ouvert **du lundi au vendredi**, de 7h30 à 18h30, sans interruption, soit une amplitude de **11 heures quotidiennes** pour un total de **55 heures hebdomadaires**.

Depuis 2017, le service est **labellisé AVIP** « Crèche à Vocation d'Insertion Professionnelle ». Des places demeurent disponibles pour les enfants dont les parents sont engagés dans une **démarche d'insertion professionnelle** et ayant besoin d'un mode de garde. L'accueil d'enfants en

situation de handicap est également assuré, en relation avec le CAMSP. En 2022, le **service multi-accueil** a accueilli **113 enfants**, pour un total de **33 676 heures**.

Sur le plan budgétaire, pour la gestion de la Maison de la Petite Enfance, outre les financements accordés par la **CAF de l'Aisne**, au titre de la **prestation de service « Accueil du jeune enfant »** et de la **Convention Territoriale Globale**, le Centre Social et d'Animation Culturelle perçoit une **subvention de la Ville** dont le montant annuel est fixé à **107 740 €**.

En 2023, conformément à la réglementation, la prise en charge proposée par le **service multi-accueil** évoluera avec la **délivrance du repas du midi** et la **mise à disposition de couches** pour chaque enfant accueilli.

Aire terrestre éducative : un espace d'éducation à l'environnement

Depuis 2020, la Ville d'Hirson dispose d'une **aire terrestre éducative** sur le **site naturel du Petit Taillis et du Moulin Vert**. Ce support pédagogique de **connaissance et de préservation de l'environnement** est destiné aux élèves du CM1 jusqu'à la 3^e. La gestion

participative de cette aire promeut une **démarche écocitoyenne**.

En lien avec le **Centre Permanent d'Initiation à l'Environnement** des Pays de l'Aisne et encadrés par leurs professeurs, les **élèves du Collège Cobast** y étudient la faune et la flore.

La réussite confirmée du Campus connecté

Toujours dans le **domaine éducatif**, la Municipalité s'est également investie dans un **champ d'action tout à fait nouveau** avec, depuis septembre 2021, l'ouverture du **Campus connecté**, rue du jeu de Battoir. Il n'en existe que **sept** dans les **Hauts-de-France** et **67 en France**. Ce **nouvel espace** accueille des étudiants dans l'impossibilité de poursuivre leurs **études supérieures en**

présentiel. Après **11 étudiants** l'an dernier, ils sont **17** pour l'année scolaire en cours. L'efficacité de **l'accompagnement éducatif proposé**, l'attention portée à la **vie du collectif**, la **qualité des locaux** mis à disposition, permettent au **campus connecté hirsonnais** de se classer parmi les meilleurs en Région et en France.

7) ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET VIE SPORTIVE

Principale ville de la Thiérache, disposant **d'infrastructures adaptées**, accueillant et organisant de **nombreuses manifestations sportives**, Hirson attire naturellement de **nombreux athlètes**. Malgré la **crise sanitaire**, la Municipalité a toujours maintenu son **soutien aux clubs sportifs**, tout en poursuivant son **programme de mise aux normes et de modernisation de ses équipements**, ainsi qu'une **politique active** destinée à favoriser la **pratique du sport pour tous**.

La réouverture prochaine du stade Léo Lagrange

Débutée en octobre 2021, la modernisation du **stade Léo Lagrange** sera achevée d'ici quelques semaines. Elle se traduit par la **mise aux normes des dimensions, la refonte et l'éclairage de l'aire de jeu, la réfection totale des vestiaires et du club-house** ainsi que la **couverture de la tribune**.

Cet investissement de **1 900 297 € TTC**, bénéficie des aides de **l'Etat**, à hauteur de **450 000 €**, de la **Région**, à hauteur de **207 486 €**, et du **Département**, à hauteur de **225 094 €**. Soit **55,7 % de subventions**.

Une salle de la Tannerie isolée, modernisée et réagencée

Utilisée par les **clubs de judo, de boxe et de danse**, la **salle de la Tannerie** demeure un **équipement sportif** fréquenté. En 2022, en concertation avec les utilisateurs, un **réaménagement des espaces** a été réalisé avec, à la clé, **l'installation du dojo au rez-de-chaussée**.

En outre, un **programme de rénovation énergétique** a été engagé. En première phase, il comprend le **changement d'une partie des menuiseries extérieures**, la **réfection de la toiture terrasse** et la **pose de**

panneaux photovoltaïques, pour un montant de **78 611 € HT**, financé par **l'Etat**, à hauteur de **60 %**. Une **seconde phase** est programmée avec le **changement des dernières menuiseries**, **l'isolation extérieure du bâtiment** et la **réalisation d'une fresque sur le pignon du bâtiment**, pour un **coût prévisionnel global de 334 020 € HT**, financé à hauteur de **50 %** par **l'Etat**, au titre de la **DETR**, et **20 %** par le **Département** au titre de **l'API**.

Site de Blangy : réfection du Parcours de santé

Tracé depuis 1999 sur le **chemin forestier** menant à **l'entrée de Blangy**, le **Parcours de santé** n'est aujourd'hui plus praticable. En partenariat avec **l'Office National des Forêts**, sa **rénovation** est donc programmée afin d'améliorer, non seulement, **l'accueil du public**, mais, également, la **préservation des espaces naturels**. Sont prévues, à ce titre, la

pose de quinze panneaux d'utilisation d'exercice d'échauffement et **l'installation de dix agrès**.

Cette opération, dont le **coût global** est estimé à **17 147 € HT**, bénéficie d'une subvention de **l'Etat**, à hauteur de **60 %**, au titre de la **DETR**.

L'Office Municipal des Sports s'élargit

L'**Office Municipal des Sports** continue de s'agrandir. Il compte **20 associations adhérentes** dont le nombre de licenciés est passé de **1 493 en 2021** à **1 795 en 2022**. Cette année, la **progression du nombre de**

licenciés se confirme avec les **adhésions du Tennis club Buire-Hirson** et du **club de danse « Vital 2000 »**.

Accueillir de nouveaux clubs constitue une **réelle chance**. Le **soutien financier** accordé à l'**Office Municipal des Sports** s'élèvera encore cette année à **75 547 €**, **répartis entre les clubs**. Il s'ajoute au **soutien logistique** que les **Services techniques municipaux** apportent régulièrement aux clubs pour

l'**organisation des manifestations** et divers **travaux d'entretien**.

La **vie sportive** constitue, en effet, un **élément moteur**, tant pour **l'animation et la vie sociale de la ville** que pour sa **renommée extérieure**.

Une ville sportive

Avec le **concours des clubs et du Service des sports**, la Municipalité poursuit ses efforts pour développer la **pratique sportive**. Outre sa participation annuelle au **programme VLAA (Vacances Loisirs des Ados de l'Aisne)** coordonné par la **Direction Départementale de la Cohésion Sociale**, l'organisation de la **« Fête du sport »**, contribue également à l'ouverture de **l'école municipale des sports**, accessible gratuitement aux **élèves âgés de 8 à 10 ans** inscrits dans les écoles de la ville et l'organisation de **stages sportifs** pendant les **vacances scolaires d'hiver, de printemps et de la Toussaint**.

Au titre des principales **manifestations sportives**, cette année, après le **Meeting international de saut en hauteur en salle** du 28 janvier, se succéderont, notamment, le 2 avril, le **« Parcours du Cœur »**, le 8 avril, le **« Challenge Martin d'athlétisme »**, le 14 mai, le **« Rallye des contes et légendes »**, le 4 juin, la **nocturne cycliste**, le 2 juillet, la **course internationale « La Cantonale »**, le 27 août, le **« Raid VTT des Trois Rivières »**, les 15 et 16 septembre, la **« Fête du sport »**, le 11 novembre, la **Coupe départementale des ceintures noires de judo**, le 1^{er} décembre, la cérémonie des **« Trophées de l'OMS »** et le 10 décembre, le **cross de Blangy**.

8) ÉQUIPEMENTS CULTURELS, VIE CULTURELLE ET ASSOCIATIVE

*Ni variable d'ajustement budgétaire, ni bastion réservé aux élites, la culture demeure le **ciment du lien social**. Sans relâche, avec toujours autant de conviction et de passion, la Municipalité accorde donc toute leur **place à l'éducation et à la diffusion culturelle**. Depuis 26 ans, aujourd'hui encore élargie, la **saison culturelle transfrontalière** en témoigne. De même que le soutien sans faille accordé à la **lecture publique**, à **l'école de musique** et aux **Caves à musique**, à la **Microfolie** et au **cinéma Sonhir**, et plus généralement, à **l'ensemble des associations** œuvrant pour l'organisation des **manifestations culturelles et festives hirsonnaises**.*

Lecture publique : le Plan municipal comme feuille de route

Depuis 2017, la mise en œuvre du **Plan de développement de la lecture publique**, contribue à la **diversification des activités de la Médiathèque**. En 2022, **six cafés littéraires**, **dix séances de « l'Heure du Conte »**, **six rencontres intergénérationnelles**, les interventions réalisées auprès des enfants accueillis à la **Maison de la Petite Enfance** et dans les **Temps d'Activités péri-éducatifs**, auprès des **élèves des écoles maternelles et élémentaires**, du **collège** et du **lycée**, le **portage de livres à domicile** pour les

personnes âgées ont largement contribué à **élargir les publics**.

135 nouvelles inscriptions ont, encore, été enregistrées. Aujourd'hui, le **nombre de lecteurs** s'élève à **985** et **6 965** prêts de livres ont été réalisés en 2022. Et surtout, pas moins de **2 932 enfants** ont été touchés par les **actions de la Médiathèque**.

Cette année, outre la **poursuite de ces actions**, l'équipe des bibliothécaires est, notamment, mobilisée par la **commémoration**

des **400 ans de la naissance de Molière**, en partenariat avec le **collège Cobast**, l'organisation d'un **projet « Manga »** à destination des **élèves du CE1 au CM2**, ainsi

que la **deuxième édition du Salon « L'Hirson livre »**, organisée, salle de l'Eden, du 26 au 30 septembre 2023.

Musée et Micro-folie, une nouvelle synergie

Depuis septembre 2019, dans le cadre du **réseau international** créé et animé par l'**établissement public culturel de La Villette**, la **Micro-Folie** d'Hirson offre à chacun la possibilité de découvrir le patrimoine de **12 institutions et musées nationaux et internationaux**, soit plus de **1 600 chefs-d'œuvre**. A cette **galerie d'art numérique** s'ajoute un **espace de réalité virtuelle**.

Depuis son ouverture, malgré deux années impactées par la crise sanitaire, le **musée numérique** a accueilli **3 631 visiteurs**, dont

1 901 en 2022. Cet outil prend donc progressivement toute sa dimension dans l'**éducation artistique** des élèves, des jeunes et des familles.

Par ailleurs, la Municipalité a engagé cette année l'**inventaire des collections** du musée **Alfred Desmasures** dans l'objectif, à terme, de **redynamiser cet équipement culturel municipal**, avec, notamment, de nouvelles coopérations autour de l'**espace Auguste Labouret**.

Cinéma Sonhir : un soutien municipal indispensable

Après un **record de 82 896 entrées** en 2019, à l'image de tous les cinémas, le Sonhir a subi pendant la **crise sanitaire** une forte diminution de sa fréquentation. En 2020, compte tenu des **périodes de fermeture successives liées au Covid 19**, le nombre d'entrées au Sonhir avait chuté à **22 375**. En 2021, fermé jusqu'au 16 mai, le cinéma municipal n'avait enregistré que **35 875 entrées**. Avec **47 500 entrées** comptabilisées en 2022, cette année n'a donc

pas encore permis de retrouver le **taux de fréquentation habituel**.

Dans ce contexte toujours difficile, et dans le cadre de la **délégation de service public du cinéma** renouvelée le 1^{er} novembre 2022, la Ville continue de soutenir l'association gestionnaire, avec le versement d'une **subvention annuelle de fonctionnement**, proposée à hauteur de **80 000 €**.

L'école de musique s'ouvre aux écoles

Comme beaucoup de structures, l'**école de musique** a connu une **reprise difficile** après **deux années de crise sanitaire**. Elle retrouve progressivement **ses effectifs**. Depuis septembre 2022, **135 élèves**, âgés de 4 à 73 ans, y sont inscrits. **13 professeurs** y enseignent autant de **disciplines instrumentales et vocales**. Au-delà des **cours individuels**, ils y organisent également des **pratiques collectives**, avec **trois classes**

d'éveil musical, un orchestre junior, un atelier jazz, une chorale d'enfants et un **ensemble vocal adultes**.

Outre les interventions développées **dans les écoles** et dans les **Temps d'Activités Péri-éducatifs**, cette année, en partenariat avec **Kit Armstrong**, l'école de musique prépare une **« Semaine de la Voix »**, associant **artistes internationaux** et **choristes hirsonnais**.

La saison culturelle transfrontalière s'élargit

En 2022, avec ses **36 spectacles**, **5 533 spectateurs** accueillis et les **nouvelles communes partenaires** de Sains-

Richaumont et d'Any-Martin-Rieux, la **saison culturelle transfrontalière s'élargit à de nouveaux publics**. Avec toujours la même

volonté municipale de **rendre la culture accessible à tous**, de **garantir la qualité et l'éclectisme** des spectacles programmés.

2023 réservera à nouveau de **très beaux rendez-vous**. Du **concert événementiel** dédié à **Mozart**, donné le 19 janvier, au **Festival de Jazz**, du 21 au 26 mars, avec la venue exceptionnelle de **Barbara Hendricks**, du **Festival « Les Transfrontalières »**, du 20 au 28 mai, avec, en têtes d'affiche, **Cock Robin** et l'humoriste **Olivier de Benoist**,

jusqu'au « **Printemps de Kit Armstrong** », les 10 et 11 juin, les **rendez-vous culturels** sont encore nombreux.

Dans le cadre de la préparation de la prochaine **saison culturelle 2023-2024**, la **coopération transfrontalière** sera poursuivie et élargie, de façon à intégrer les **nouvelles possibilités de financement** ouvertes par le **programme européen Interreg VI** sur la période 2020-2027.

Le soutien à la vie associative

En 2022, **58 associations**, parmi lesquelles, le **Centre Social et d'Animation Culturelle**, le **Foyer de l'Amitié**, le **Sonhir**, l'**Office Municipal des Sports**, ont bénéficié d'une **subvention communale**, pour un **montant global de 500 390 €**. S'y ajoutent les **financements** obtenus au titre du **Contrat de ville**, soit **119 518 €**, dont **89 000 €** auprès de l'Etat, **20 018 €** auprès de la **Région** et

10 500 € auprès des **bailleurs sociaux** (OPH de l'Aisne et Clésence).

Au-delà de ce **soutien financier**, la **Municipalité** soutient la **vie associative** avec la **mise à disposition de locaux**, ou lors de l'organisation de leurs manifestations, avec le **prêt de salles**, de **mobilier**, ou encore de **matériel scénique**.

9) PRÉVENTION, SÉCURITÉ ET POLITIQUE DE LA VILLE

*Si les **politiques de sécurité** demeurent principalement mises en œuvre par les **services de l'Etat**, il n'en demeure pas moins que les **collectivités** ont également **un rôle à jouer**, de plus en plus prégnant, non seulement **en matière de prévention de la délinquance**, mais également pour **l'application de certaines décisions de justice**.*

*Depuis 1998, grâce à l'action et à l'expérience du **Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD)**, Hirson a su s'adapter à l'évolution des besoins, en s'engageant dans de **nouveaux dispositifs** tels que, depuis cette année, le **rappel à l'ordre** ou la **transaction municipale**.*

*Au-delà de cette **politique de prévention**, il importe également de poursuivre le **développement de la vidéoprotection** et de **favoriser les conditions d'installation des forces de sécurité**, avec **notamment**, l'arrivée attendue à Hirson de la **Brigade motorisée de la Gendarmerie**.*

*Enfin, l'année 2023 sera également marquée par la préparation du **renouvellement du Contrat de ville** au 1^{er} janvier 2024, outil indispensable à l'action des **nombreux acteurs institutionnels et associatifs**, intervenant sur les quartiers « **Champ-Roland et bords de l'Oise** », « **Gare et Verrerie** ».*

Prévention de la délinquance : le programme d'actions du CISPD

Depuis 1998, le **Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD)** créé par les communes de **Buire**,

Hirson et **Saint-Michel** repose sur l'**implication de nombreux acteurs**, parmi lesquels **les élus** des communes concernées,

les **représentants des services publics de l'Etat** et des **associations**.

Depuis mai 2022, créé à l'initiative du **Parquet de Laon** afin de renforcer la concertation, un **Groupement Local de Traitement de la Délinquance (GLTD)**, réunissant le **Parquet**, la **Gendarmerie**, les **bailleurs sociaux** et les **représentants de la Ville**, complète ce dispositif.

Au-delà de la concertation, le CISPD conduit une **politique volontaire de prévention, d'aide aux victimes et de lutte contre la délinquance**, se traduisant chaque année par le **Programme local d'actions de prévention de la délinquance**. En 2022, adopté lors de son **assemblée plénière** du 29 juin, et par le Conseil municipal du 30 juin, ce programme comportait **six axes d'intervention, 33 actions dont 7 nouvelles**.

La **prévention de la délinquance des jeunes et l'accompagnement des familles** se sont, notamment, poursuivis par l'organisation du programme « **Nos quartiers d'été** », les actions des maisons de quartier, les **séances de rappel à la loi et à la citoyenneté** et de **découverte des institutions judiciaires** auprès des collégiens, ainsi que les **séjours ados**.

La **prévention de la récidive** repose sur les services de la Justice, avec la poursuite des **audiences délocalisées à Hirson du Délégué du Procureur de la République**, le développement des **mesures alternatives aux poursuites pénales** mises en œuvre par la **Protection Judiciaire de la Jeunesse**, le suivi assuré prises par le **Service**

Pénitentiaire d'Insertion et de Probation, ainsi que la **mise en place de la procédure du Rappel à l'Ordre** par le Maire.

La **prévention des violences faites aux femmes**, et plus globalement, **intra-familiales et l'aide aux victimes** s'est poursuivie avec les **permanences de « France Victimes 02 »**, ainsi que par les **actions de sensibilisation** menées par le **réseau local de lutte contre les violences conjugales**.

En matière de **tranquillité publique**, la Ville bénéficie des interventions de **l'agent de médiation sociale**, ainsi que, durant l'été et les trois périodes annuelles de formation des gardes, du déploiement d'une **brigade de surveillance équestre**. Une « **cellule de veille sécurité** » **coordonne**, entre autres, **l'ensemble des intervenants**. En outre, comme chaque année, un **arrêté municipal du 11 mai 2022** interdit la **consommation d'alcool sur la voie publique** au cours de la période estivale.

La **lutte contre les addictions et la sécurité routière** repose, quant à elle, sur les nombreuses interventions, notamment dans les établissements scolaires, des gendarmes de la **Maison de prévention et de protection des familles de l'Aisne**, du **Formateur Relais Anti-Drogues (FRAD)**, des professionnels du **Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie 02 (CSAPA)** et du **Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues (CAARUD)**.

Enfin, la **prévention des discriminations et de la radicalisation** s'est organisée à partir d'une sensibilisation des **scolaires du second degré et des familles**, par le biais de **deux journées de théâtre interactif sur les dérives sectaires** organisées à la **salle de l'Eden**.

A titre indicatif, le coût global de ce programme s'est élevé à **278 077 €**. Après déduction des **subventions et participations** obtenues auprès de **l'Etat**, de la **Région** et **d'autres financeurs** (CAF, participations des usagers...), les **participations des communes** se montent pour 2022 à **97 560 €** pour **Hirson, 31 304 €** pour **Saint-Michel** et **6 260 €** pour **Buire**.

En cours de préparation, le **Programme Local de Prévention de la Délinquance 2023**, sera soumis, en juin prochain, à l'assemblée plénière du CISPD et au Conseil municipal, à partir d'axes d'intervention et d'enveloppes budgétaires identiques.

La Gendarmerie renforce sa présence sur la ville

En 2022, la **brigade territoriale autonome de gendarmerie d'Hirson**, a bénéficié d'un **renforcement de ses effectifs**. Elle dispose aujourd'hui de **32 gendarmes**. Avec **plus de 2 000 interventions**, soit **5 à 6 par jour**, et **225 gardes à vue**, contre **156 l'année précédente**, cette brigade fait face, à **850 crimes et délits** dont, la moitié, concerne les **atteintes à la personne**.

Par ailleurs, afin de faire face aux **enjeux actuels de sécurité** et de répondre aux **besoins de la population locale**, les **services de l'Etat** ont décidé d'installer une **Brigade Motorisée (BMO)** en Thiérache, dans les

locaux de la caserne située 6, rue Camille Desmoulins. Cette arrivée nécessite le déménagement du **Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie (PSIG)**, sur le site domanial 2, rue Salvador Allende, siège du **Centre des Finances Publiques d'Hirson**. Dans cet objectif, et le cadre d'une **convention de partenariat** signée entre le **Groupement de Gendarmerie Départementale de l'Aisne**, la **Direction départementale des Finances Publiques** et la **Ville d'Hirson**, la **construction de trois garages** sera réalisée sur place dès cette année.

Vidéoprotection : poursuivre la sécurisation de l'espace public

En 2022, le **Centre de Supervision Urbaine (CSU)** du dispositif de vidéoprotection a reçu **65 sollicitations**, dont **64 réquisitions judiciaires** et **1 demande administrative**, soit 13 de plus que l'année précédente. Parmi elles, **48 investigations** se sont directement révélées positives, avec l'identification de personnes ou de véhicules, **11 enregistrements de longue durée** ont été exploités par la gendarmerie et **6** se sont révélées négatives.

Autorisé par **arrêté préfectoral du 28 décembre 2015**, renouvelé le **5 août 2021**, disposant aujourd'hui de **21 caméras**, le

dispositif de vidéoprotection de la Ville d'Hirson confirme donc toute son utilité en termes de sécurité et de prévention de la délinquance.

Cette année, **cinq caméras supplémentaires** seront donc installées et la **sécurisation de trois branchements électriques du réseau** sera également réalisée. Cette opération, dont le coût prévisionnel s'élève à **110 372 HT**, bénéficie de **subventions de l'Etat**, au titre de la **Dotations d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR)**, à hauteur de **55 186 €**, et de la **Région**, à hauteur de **30 000 €**.

La préparation du nouveau Contrat de ville

Signé le 18 juin 2015 pour une **durée de cinq ans**, prolongé jusqu'au 31 décembre 2022, par un avenant en date du 7 janvier 2020, le **Contrat de ville d'Hirson** associe pas moins de **18 partenaires**, dont notamment **l'Etat**, la **Région**, le **Département**, la **Communauté de communes des Trois-Rivières** et la **Ville d'Hirson**. Le **périmètre géographique** de ce contrat concerne les **deux quartiers prioritaires de la ville (QPV)** identifiés par l'Etat : « **Champ-Roland et bords de l'Oise** » et « **Gare et Verrerie** ».

Les **objectifs de la politique de la ville** portent sur la **réduction des écarts constatés** en termes de **niveaux de revenus**, de **cadre de vie**, de **développement du lien social** et de **participation des habitants**, entre ces deux QPV et les autres quartiers de la ville.

A titre indicatif, pour l'année 2022, le **Contrat de ville** a mobilisé des **crédits de l'Etat**, à hauteur de **89 000 €**, de la **Région**, à hauteur de **50 309 €** et des **baillleurs sociaux (OPH de l'Aisne et Clesence)** à hauteur de **10 500 €**. En outre, chaque année, la **Région** accorde une **subvention d'investissement annuelle**

de 30 291 € pour tout projet d'aménagement urbain réalisé dans un quartier éligible à la politique de la ville.

Réuni le 3 mars 2022, le **Comité de pilotage** du Contrat de ville a validé les financements des actions portées, notamment, par le **CCAS (45 400 €)**, le **Centre Social et d'Animation Culturelle (32 518 €)**, la « **Boîte aux étoiles** » (10 600 €), les **Francas de l'Aisne (7 500 €)**, les **Caves à musique (3 000 €)**, « **Les Concerts de poche** » (8 000 €), le Centre

d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (1 800 €) et l'association Thiérache Sport Nature (2 000 €).

Au-delà de l'adoption d'un **nouveau programme d'action**, l'année 2023 permettra également d'assurer **l'évaluation globale du Contrat de ville** engagé depuis 2015, afin de **préparer les objectifs** et les **modalités** de son prochain renouvellement à compter du 1^{er} janvier 2024.

10) POLITIQUES CONTRACTUELLES ET TRANSFRONTALIÈRES

Afin, non seulement, de mobiliser leur soutien financier, mais également d'assurer la cohérence des politiques publiques menées, la plupart des actions engagées par la Municipalité s'inscrivent dans des politiques contractualisées avec l'Etat ou d'autres collectivités territoriales. Outre le Contrat de ville et la Convention Territoriale Globale signée avec la CAF de l'Aisne, il importe aujourd'hui de souligner les impacts déterminants du Pacte pour la réussite de la Sambre Avesnois Thiérache, du programme « Petites Villes de Demain », avec à la clé, la signature prochaine d'une convention d'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT), du programme régional de redynamisation des centres-villes et centres-bourgs, dont la Ville d'Hirson est lauréate depuis 2019, et enfin des nouvelles opportunités de coopération transfrontalière créées par le nouveau programme européen Interreg VI 2020-2026.

La dynamique du Pacte SAT

Initialement signé le 7 novembre 2018 à Sars-Poteries, en présence du **Président de la République**, puis renouvelé le 19 novembre 2021 à Guise, pour une nouvelle durée de trois ans, le **Pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache (SAT)** constitue un **partenariat institutionnel inédit**, associant l'Etat et les principales collectivités territoriales dans l'objectif de **changer le quotidien des 305 000 habitants du territoire concerné**.

Avec **173 millions d'euros** engagés par l'Etat, **90,9 millions d'euros** engagés par la Région et **5 millions de fonds européens** mobilisés, le **Pacte SAT 1 (2018-2021)** a d'ores et déjà permis de réaliser **35 actions**, parmi lesquelles, notamment, le démarrage de la **mise à 2 X 2 voies de la RN2** entre Laon et Maubeuge, le **déploiement des micro-folies** et des **Espaces France Services** (dont bénéficie Hirson), la **construction du nouveau centre hospitalier de Maubeuge**, d'un nouveau commissariat à **Aulnoye-Aymeries**, ou encore l'**ouverture du campus connecté d'Hirson**.

Sur la période 2022-2024, le **Pacte SAT 2** a pour objectif de **poursuivre les actions entreprises sur quatre axes** : **renforcer les infrastructures de transport** (RN2, lignes ferroviaires, covoiturage, bornes électriques, vélo-route) ; **assurer la transition écologique du territoire** (résorption des friches industrielles et urbaines, réseaux de chaleur, développement des écoquartiers, rénovation de l'éclairage public à leds, développement du photovoltaïque, sécurisation de l'alimentation en eau potable) ; **agir pour l'inclusion de tous** (Cité de l'Emploi, économie sociale et solidaire, lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme, création de places de crèches, lutte contre l'habitat indigne) ; **améliorer l'attractivité du territoire** (projet territorial de santé, projet éducatif global, accès à la culture, valorisation du patrimoine, stratégie culturelle et touristique coordonnée).

Le **Pacte SAT 2** associe également de **nouveaux partenaires**, parmi lesquels, notamment, la SNCF, les bailleurs sociaux, les

CAF, la Fédération des centres sociaux, la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS), l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT), les agences de l'eau, l'Etablissement Public Foncier des Hauts-de-France, La Poste et la Banque des territoires.

Réuni à Hirson le 6 février 2023, sous la présidence du **Préfet de Région**, du **Président du Conseil régional des Hauts-de-France**, des **Présidents des deux Départements**, le **Comité de pilotage du Pacte SAT 2** a permis de faire le bilan de l'année 2022 et de projeter les actions prévues en 2023 et 2024.

A ce titre, dans le cadre de l'appel à projets du **Fonds de Soutien complémentaire du Pacte SAT 2**, la Ville d'Hirson sollicite le financement de deux opérations : la première concerne la **résorption de friches urbaines et la**

valorisation des berges de l'Oise. Son montant est estimé à **581 100 € HT** et une **subvention** est sollicitée à hauteur de **262 660 €**, dont **174 330 € (30 %)** au titre du **Pacte SAT Etat** et **88 330 €** au titre du **Pacte SAT Région**.

La **seconde opération** consiste à créer, au sein de **l'ex-résidence du Val d'Oise**, **six logements à destination des gendarmes**, dans le cadre de l'arrivée prévue à Hirson de la **Brigade motorisée**, ainsi qu'un **centre de formation**. Répondant à **l'objectif d'accompagner l'implantation territoriale de nouveaux services publics**, son montant est estimé à **523 402 € HT** et la **subvention** est sollicitée à hauteur de **418 720 €**, dont **209 360 € (40 %)** au titre du **Pacte SAT Etat** et **209 360 € (40 %)** au titre du **Pacte SAT Région**.

« Petites Villes de Demain » : la signature de l'Opération de Revitalisation du Territoire

Depuis la signature, en date du 26 avril 2021, de la **convention d'adhésion au programme « Petites Villes de Demain »**, la Municipalité s'est engagée à mettre en œuvre un **projet de territoire** formalisé dans le cadre d'une **Opération de Revitalisation du Territoire (ORT)**. Créée par l'article 157 de la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ELAN, **l'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT)** constitue un **outil à la disposition des collectivités locales** destiné prioritairement à lutter contre la **dévitilisation des centres-villes**.

L'ORT s'appuie sur **deux principes** : **développer une approche intercommunale**, notamment pour éviter des contradictions dans les stratégies urbaines, commerciales et de développement de l'habitat pouvant aboutir à dévitaliser le centre-ville ; **disposer d'un projet d'intervention formalisé** intégrant des actions relevant de différentes dimensions (habitat, urbanisme, commerces, économie, politiques sociales, etc...) dont la mise en œuvre doit être coordonnée.

L'ORT est donc destinée à prendre en compte l'ensemble des **enjeux de requalification du centre-ville** et, plus particulièrement, la **modernisation du parc de logements et des locaux commerciaux**, la **lutte contre la vacance et l'habitat indigne**, la **réhabilitation de friches urbaines** et la **valorisation du patrimoine bâti** dans une perspective de **mixité sociale, d'innovation** et de **développement durable**.

Elaborée en concertation avec les **élus du territoire**, les **acteurs économiques, techniques et financiers**, l'ORT permet d'intervenir de manière concertée et transversale. Elle se matérialise par une **convention signée entre l'Etat et ses établissements publics, l'intercommunalité, la ville**, et le cas échéant, d'autres membres volontaires ainsi que toute personne publique ou privée susceptible d'apporter son soutien ou de prendre part à des opérations prévues par le contrat.

Le programme régional « Redynamisation des centres-villes et centres-bourgs »

Face à la **fragilisation de nombreux centres-villes et centres-bourgs**, la **Région Hauts-de-France** développe une politique de **revitalisation des petites centralités** afin de consolider un maillage local essentiel au **développement économique**, à la **cohésion sociale** et à la **solidarité territoriale**.

Depuis 2019, dans les **114 communes lauréates** de l'appel à projets régional, dont notamment la Ville d'Hirson, le **programme « Centres-Villes/Centres-Bourgs »** soutient donc des actions concourant à la **redynamisation urbaine, commerciale et artisanale**. Tel fut le cas de la **requalification du carrefour de la place Victor Hugo** réalisée en 2020.

Aujourd'hui, la **Région Hauts-de-France** souhaite poursuivre l'effort engagé avec un nouvel « **Appel à Manifestation d'Intérêt** » élargi à **148 communes** exerçant des fonctions de centralités (services, commerces, mobilité, loisirs, etc...), parmi lesquelles toutes les communes labellisées « **Petites Villes de Demain** ».

Dans l'objectif de **poursuivre la requalification du centre-ville**, la Municipalité s'inscrit donc dans cette nouvelle programmation, permettant le financement de **projets d'aménagement urbain** et d'actions de **soutien aux commerces, à l'artisanat et aux services de centre-ville**.

Coopérations transfrontalières : s'engager dans Interreg VI

En 2021, le rapport réalisé par l'**Institut Régional d'Administration de Lille** identifie **cinq enjeux thématiques de coopération transfrontalière sur notre territoire** : le **tourisme**, afin d'améliorer les infrastructures, mutualiser les ressources et les offres touristiques, dans l'objectif de créer des emplois, d'attirer de nouveaux investisseurs et de créer un espace touristique commun ; le **culture**, afin d'organiser de nouvelles coopérations entre les acteurs culturels et socioculturels contribuant à créer une véritable identité culturelle transfrontalière ; le **santé**, dans l'objectif de faciliter l'accès aux soins de part et d'autre de la frontière, de mutualiser les professionnels, de créer un établissement de soins ou de formation commun et, donc, de relancer la coopération hospitalière transfrontalière ; l'**inclusion sociale**, afin de mutualiser les outils existants en termes d'insertion professionnelle et de développer les services d'aide à domicile transfrontaliers ; enfin, le **mobilité**, afin de développer une offre de transports collectifs adaptée, notamment à partir des mobilités douces, répondant aux besoins de désenclavement du territoire.

Le programme européen Interreg VI 2020-2026, officiellement lancé à Mons le

17 novembre 2022 permet aujourd'hui d'engager le **nécessaire travail de maturation des projets**.

Labellisée « **Petite Ville de Demain** », Hirson est également une « **Petite Ville aux Frontières** ». L'**expertise nationale** de la **Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT)** est donc sollicitée pour qu'un **diagnostic transfrontalier** soit établi. Plus largement, le **volet transfrontalier du Pacte 2 pour la réussite de la Sambre Avesnois Thiérache** doit également être mobilisé.

En termes de **coordination des acteurs**, les « **Rencontres transfrontalières** » organisées le 11 décembre 2021, à **Macquenoise**, et le 12 décembre 2022, à **Chimay**, ont permis de **franchir de nouvelles étapes**.

La **culture et le tourisme**, la **santé** et la **transition écologique** sont identifiés comme les **trois principaux axes de coopérations transfrontalières** à venir. Depuis janvier 2023, des **groupes de travail transfrontaliers** sont donc constitués sur chacune de ces thématiques, dans l'objectif de préparer les **projets et microprojets** seront soumis aux prochains appels à projet du **programme Interreg VI**.

